DIALOGUE GLOBAL

4.3

4 numéros par an, en 13 langues

NEWSLETTER

Association Internationale de Sociologie

La vocation de la sociologie

Zsuzsa Ferge, Melvin Kohn

XVIIIe Congrès mondial de l'ISA

Margaret Abraham, Vladimir Ilin, Michael Burawoy

Le moi externalisé

Arlie Hochschild interviewée par Madalena d'Oliveira-Martins, Amrita Pande et Ditte Maria Bjerg

La sociologie française aujourd'hui

Bruno Cousin et Didier Demazière, Christine Musselin, Frédéric Lebaron, Frédéric Neyrat, Romain Pudal

- **> Sociologie et changements environnementaux**
- **> L'industrie minière et les communautés autochtones au Pérou**
- **> La sociologie tchèque face à l'internationalisation**
- **> Sociologie précaire en République tchèque**
- **> L'équipe arabe de *Dialogue Global***

GD VOLUME 4 / NUMÉRO 3 / SEPTEMBRE 2014
http://isa-global-dialogue.net

> Éditorial

L'ISA va de l'avant

Le XVIIIe Congrès mondial de Sociologie de l'ISA (Association internationale de Sociologie) s'est tenu cet été, du 13 au 19 juillet, à Yokohama. Cette rencontre, qui a été organisée dans ses moindres détails par le Comité Local d'Organisation au Japon en collaboration avec le Secrétariat de l'ISA, a réuni 6.087 participants, un chiffre record dans l'histoire de l'Association. L'ampleur même du Congrès, avec plus de 1.100 sessions différentes, a amené certains à se demander si l'ISA n'était pas en train de trop s'agrandir – une question qu'examine le sociologue russe Vladimir Ilin dans ce numéro de *Dialogue Global*. À Yokohama, un nouveau Comité exécutif a été élu, avec à sa tête Margaret Abraham. La nouvelle Présidente de l'Association présente ici un programme stimulant visant à renforcer la contribution de la sociologie en faveur de la justice sociale, avec une attention spéciale accordée à la violence de genre.

Dans ce numéro, cinq articles sur l'état actuel de la sociologie française mettent en relief la forte présence de celle-ci tant dans la sphère publique que dans celle de la politique. En même temps, les auteurs examinent la bureaucratisation et la spécialisation de la recherche, la professionnalisation qui est à l'œuvre avec l'expansion de l'évaluation scientifique par les pairs, la pression accrue pour publier en anglais et la pénurie d'emplois stables. Le cas de la France offre un contraste intéressant avec celui de la République tchèque, dont traite deux autres articles de ce numéro. Les pressions exercées sur les sociologues tchèques pour s'internationaliser et se tourner vers la sociologie occidentale se heurtent à des pressions contraires pour qu'ils privilégient les problèmes propres à leur pays. Cette tension est ressentie de manière particulièrement vive dans ces pays semi-périphériques censés se tourner vers les instituts de recherche des grandes métropoles.

En guise d'ouverture à ce numéro de *Dialogue Global*, deux immenses figures de la sociologie écrivent sur la « vocation de la sociologie » à partir de leur carrière respective. Zsuzsa Ferge livre ses réflexions sur sa propre trajectoire – depuis la contestation de l'ancien régime du socialisme d'État en Hongrie jusqu'à celle du nouveau régime qui lui a succédé –, en partant du point de vue des populations défavorisées et marginalisées. De son côté, Melvin Kohn retrace l'historique de son travail de précurseur sur la personnalité et la structure sociale, réalisé par le biais de collaborations transnationales. On trouvera également dans ce numéro une interview d'une autre pionnière, Arlie Hochschild, cette fois sur le travail émotionnel et la marchandisation des sentiments. Et, suivant cette thématique, Amrita Pande et Ditte Bjerg présentent leur création théâtrale sur les mères porteuses, qui avait été le sujet de recherche de Pande en Inde. Cette pièce, qui a rencontré beaucoup de succès en Europe, représente assurément une nouvelle façon de faire de la sociologie publique !

J'écris ces lignes depuis la Suède, où l'Association nordique de Sociologie tient sa conférence bisanuelle. Les jeunes sociologues sont venus très nombreux ici à Lund pour débattre de questions aussi préoccupantes que le déclin de l'État-providence scandinave et les défis posés par les vagues successives d'immigration. La Scandinavie, et en particulier la Suède, a reçu beaucoup d'étrangers fuyant des zones de conflit, mais les recherches sur le sujet montrent que leur intégration s'est heurtée à une discrimination dans l'accès à l'aide sociale, à l'éducation et aux emplois. La mission humanitaire présente là des zones d'ombre que les sociologues ont tôt fait de mettre en lumière.

> *Dialogue Global* est disponible en 13 langues sur le site web de l'ISA

> Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu

Zsuzsa Ferge, *célèbre analyste et critique des politiques sociales en Hongrie, relate comment elle a migré de l'économie – qu'elle ne voyait pas à même de résoudre les problèmes d'inégalité et de pauvreté – vers la sociologie.*

Melvin Kohn, *éminent sociologue américain, explique comment son étude de la structure sociale et de la personnalité l'a conduit à d'intéressantes collaborations transnationales.*

Margaret Abraham, *nouvelle Présidente élue de l'ISA, expose ses projets pour renforcer l'engagement de la sociologie en faveur de la justice sociale, en mettant particulièrement l'accent sur la violence de genre.*

DG

Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE.**

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :
Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :
Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :
Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Rafael de Souza, Benno Alves.

Colombie :
María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

Inde :
Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Ritu Saraswat, Nidhi Bansal, Uday Singh.

Iran :
Reyhaneh Javadi, Najmeh Taheri, Saghar Bozorgi, Hamidreza Rafatnejad, AbdolKarim Bastani, Tara Asgari Laleh, Faezeh Khajezadeh.

Pologne :
Krzysztof Gubański, Kinga Jakieła, Kamil Lipiński, Przemysław Marcowski, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska, Adam Müller, Patrycja Pendrakowska, Zofia Penza.

Roumanie :
Cosima Rughiniş, Ileana-Cinziana Surdu, Telegdy Balazs, Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Miriam Cihodariu, Mihai Bogdan Marian, Alina Stan, Elena Tudor, Cristian Constantin Vereş.

Russie :
Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.

Taïwan :
Jing-Mao Ho.

Turquie :
Yonca Odabaş, Günnur Ertong Attar, İlker Urlu, Zeynep Tekin Babuç, Hüseyin Odabaş.

Consultants médias : Gustavo Taniguti, José Reguera.

Consultante éditoriale : Ana Villarreal.

> Dans ce numéro

Éditorial : L'ISA va de l'avant **2**

La vocation de la sociologie : Sociologue par désertion
Zsuzsa Ferge, Hongrie **4**

La vocation de la sociologie : Une vie de collaboration transnationale
Melvin L. Kohn, États-Unis **7**

> XVIIIe CONGRÈS DE L'ISA

Renforcer l'engagement de la sociologie en faveur de la justice sociale
Margaret Abraham, États-Unis **10**

Réflexions sur Yokohama
Vladimir Ilin, Russie **13**

Immanuel Wallerstein, Prix d'Excellence de l'ISA
Michael Burawoy, États-Unis **16**

> LE MOI EXTERNALISÉ

Le travail émotionnel à travers le monde : Entretien avec Arlie Hochschild
Madalena d'Oliveira-Martins, Espagne **17**

Made in India : Notes sur une usine à bébés
Amrita Pande, Afrique du Sud, et Ditte Maria Bjerg, Danemark **21**

> LA SOCIOLOGIE FRANÇAISE AUJOURD'HUI

La sociologie française au début du XXIe siècle
Bruno Cousin et Didier Demazière, France **24**

Carrières universitaires en déshérence
Christine Musselin, France **26**

L'évaluation de la recherche
Frédéric Lebaron, France **28**

Profession sociologue
Frédéric Neyrat, France **30**

Pourquoi la recherche sociologique française n'a pas de charte déontologique ?
Romain Pudal, France **32**

> LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Le rôle des sciences sociales face au changement environnemental global
Stewart Lockie, Australie **34**

Du cuivre, de l'eau et des terres : L'industrie minière à Piedra Alta, Pérou
Sandra Portocarrero, Pérou **37**

> LES DIFFICULTÉS DE LA SOCIOLOGIE TCHÈQUE

Internationalisation et culture de l'audit : Le cas de la sociologie tchèque
Martin Hájek, République tchèque **39**

La précarité de la sociologie, vue de Tchéquie
Filip Vostal, République tchèque **42**

L'équipe arabe de *Dialogue Global*
Mounir Saidani, Tunisie **44**

> Sociologue par désertion

Zsuzsa Ferge, Université Loránd Eötvös (Hongrie)

Zsuzsa Ferge.

Pendant plus de 50 ans, **Zsuzsa Ferge** a eu une position prééminente au sein de la communauté hongroise des sociologues et sociologues statisticiens. Que ce soit à l'ère du socialisme d'État ou à l'ère du capitalisme qui lui a succédé, Ferge a toujours concentré ses recherches sur les différentes formes d'inégalité, de pauvreté et de marginalité, qui ont donné lieu à la publication d'une quinzaine de livres et de centaines d'articles. Professeure de renom en Hongrie, elle se montre aussi une critique inlassable et un ardent défenseur des politiques sociales. En 1989, elle a fondé le premier département de politique sociale de Hongrie, à l'Université Loránd Eötvös (ELTE) de Budapest. Jusqu'à sa dissolution en 2011, elle a dirigé le groupe de recherche chargé de la mise en œuvre au niveau local du Programme national contre la Pauvreté infantile, établi dans les locaux de l'Académie hongroise des Sciences. Ses travaux lui ont valu nombre de récompenses et titres honorifiques en Hongrie comme à l'étranger.

>>

Je suis devenue au début des années 50 sociologue statisticienne dans le simple but de gagner ma vie pendant que je poursuivais mes études d'économie. J'étais chargée des statistiques sur le budget des ménages. Le travail consistait à rendre visite aux familles vivant aux quatre coins du pays et à relever manuellement les sommes qu'elles gagnaient chaque mois et d'où ces sommes provenaient, ce que ces familles mangeaient, ce qu'elles achetaient pour leurs enfants. Cette expérience était autrement plus intéressante que l'économie, marxiste ou autre. J'ai donc déserté le domaine de l'économie pour quelque chose qui était plus proche des gens et de la société.

En commençant à analyser les données concernant les ménages, j'ai rapidement découvert que les chiffres pouvaient aider à mettre en lumière, d'une façon non idéologique (apolitique), le contraste ou le conflit qui existait entre l'idéologie officielle sur l'égalité et la réalité quotidienne. Le président de l'Office hongrois des Statistiques de l'époque était suffisamment ouvert – et, bien que ce soit difficile à croire aujourd'hui, suffisamment indépendant – pour autoriser après 1956 une large enquête (portant sur 20.000 ménages) sur différents aspects de la « stratification sociale ». (Les mots avaient alors une importance symbolique considérable en politique. « Stratification sociale » était une expression autorisée, tandis que, en dehors de l'inepte idéologie officielle, « classe sociale » ne l'était pas. Nous pouvions étudier les personnes à bas revenus mais ne pouvions pas mentionner le mot pauvreté. Les statistiques sociales étaient autorisées, alors même que la sociologie a été bannie jusque dans les années 60.)

Ce rapport sur la stratification sociale a permis de caractériser divers groupes « socioéconomiques » et de rendre compte de la situation des personnes à « bas revenus ». La théorie implicite et sous-jacente suggérait que les interconnexions qui existaient dans la répartition inégalitaire du pouvoir, du savoir et de la propriété (dans cet ordre-là) constituaient le fondement de la formation de ces groupes structurellement importants.

Les inégalités sociales sont restées un thème central dans tous les travaux que j'ai réalisés depuis. Après avoir recensé (au moins jusqu'à un certain point) les faits statistiques, de nombreuses questions ont surgi. Depuis le début, ma principale question portait sur les moyens de réduire les inégalités qui déterminaient le destin d'un enfant dès sa naissance. À l'Institut de Sociologie de l'Académie hongroise des Sciences, fondé en 1963, nous étudiions comment l'école pouvait constituer l'un des mécanismes permettant d'égaliser les chances des enfants. Ces études, étroitement liées à notre précédent objet de recherche, étaient aussi profondément influencées par « l'esprit de l'époque » et en particulier par le travail de Pierre Bourdieu. Dans toute l'Europe, les spécialistes des sciences sociales espéraient que l'éducation contribuerait à réduire les inégalités. Ainsi, nos études, qui ont commencé à la fin des années 60, ont porté sur les écoles primaires, secondaires et professionnelles, sur les résultats et les parcours scolaires des enfants, ainsi que sur la situation et l'opinion des enseignants. Mais ces espoirs se sont avérés totalement infondés : nos études ont montré que quand bien même les structures de l'école avaient changé, les écoles continuaient à fonctionner comme le facteur le plus important de légitimation de la transmission sociale de la pauvreté et de l'absence de pouvoir.

Nos questions se sont poursuivies dans la même direction. N'y avait-il aucune instance qui puisse changer les tendances sociétales ? En toute logique, le thème de recherche qui a suivi a porté sur l'État, ou plus précisément sur les interventions de l'État susceptibles d'influer sur les inégalités structurelles, et notamment les politiques sociales et de redistribution. Ainsi, à partir du début des années 1970, nous avons commencé à étudier les politique sociales en Hongrie. En 1966, j'ai eu la chance d'assister au Congrès mondial de Sociologie, où j'ai rencontré les fondateurs de ce qui allait devenir plus tard le Comité de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, le Bien-être social et les Politiques sociales : Herbert Gans, Peter Townsend, Henning Friis, S.M. Miller, et bien d'autres. Ces amitiés m'ont permis d'accéder au travail de Richard Titmuss, au monde de la recherche sur la pauvreté et aux études sur les politiques sociales.

Nous avons continué à étudier de manière empirique et historique les changements structurels et la pauvreté, et commencé à analyser les politiques sociales en Hongrie. En combinant notre approche sociologique de la structure sociale et la politique sociale (britannique) proprement dite, nous n'avons pas tardé à déboucher sur le concept de politique sociétale, qui fait le lien entre l'étude des politiques sociales et l'analyse plus large du changement structurel. En 1985, avec le soutien du Département de Sociologie de l'Université Loránd Eötvös, nous avons introduit un cursus consacré aux politiques sociales – quoique sous l'appellation de « sociologie historique » car le terme de politique sociale n'était pas encore reconnu comme objet d'étude à part entière.

Le Département de Politique sociale et du Travail social a été créé en 1989, à la veille du changement de régime en Hongrie. Dans le nouveau régime capitaliste, ce sont les mêmes forces qui définissent la structure sociale, mais leur ordre d'importance, comme j'allais tenter de le montrer plus tard, a changé. La propriété et le pouvoir sont devenus primordiaux tandis que le rôle du savoir a d'une certaine façon diminué, et la relation au marché du travail (accès aux emplois, stabilité ou précarité des emplois) est devenue aussi importante que les trois autres forces. J'ai essayé, sans entièrement y parvenir, d'intégrer les concepts de Bourdieu du « capital social » et de l'habitus,

>>

de même que l'action des agents, dans mon approche conceptuelle du changement structurel. Or les relations sociales personnelles semblent jouer un rôle de plus en plus important, et peut-être pas seulement dans la Hongrie d'aujourd'hui, dans la détermination et le changement de la distribution des différentes formes de capital. En Hongrie, on assiste depuis la crise financière mondiale de 2008, à une augmentation des inégalités, de la pauvreté – et particulièrement de la pauvreté, et même de l'extrême pauvreté, infantile.

Après avoir pris ma retraite, j'ai continué à travailler sur la question de la pauvreté chez les enfants, et avec un groupe de collègues, j'ai préparé un Plan national de Lutte contre la Pauvreté infantile 2007-2032. Ce plan a été adopté par le Parlement hongrois dans le courant de l'année 2008, et a été mis en œuvre avec un certain succès dans une microrégion particulièrement pauvre avant que le groupe ne soit dissous en 2011. Une version modeste du Programme national survit, mais ce sujet est en Hongrie régulièrement négligé dans les débats politiques. Depuis 2010, le gouvernement a eu tendance à pratiquer une politique favorable aux classes moyennes et anti-pauvres, teintée d'un certain caractère anti-enfants. L'impôt progressif a été remplacé par un impôt à taux unique, l'aide sociale a été réduite et de plus en plus soumise à conditions, l'âge minimum de la responsabilité pénale a été abaissé de 14 à 12 ans, l'âge de la scolarité obligatoire de 18 à 16 ans, et ainsi de suite.

Ainsi, bien que j'ai été une critique des inégalités sociales au temps du socialisme d'État (ou quelque nom que l'on choisisse de lui donner, à l'exception de celui de « communisme », qui, quoique très répandu, est un parfait abus de langage), j'ai continué, sur la base des mêmes valeurs qui furent celles du siècle des Lumières, à critiquer ce « meilleur des mondes » d'aujourd'hui. Ce n'est qu'après la disparition de l'ancien régime que j'ai vraiment réalisé que, parallèlement à l'étude des inégalités qui avaient cours, il aurait fallu également s'intéresser à la réduction des vastes inégalités qui existaient avant-guerre. Quels ont été l'étendue, le prix, et les conséquences à court et long terme de la réduction effective des inégalités de revenus, de richesse et, dans une certaine mesure, de savoir ? Faute de répondre à ces questions, il est difficile d'expliquer les événements qui ont suivi le changement de régime politique et économique. (Laissons pour l'instant cette question sans réponse.)

Toutes ces dernières années, j'ai essayé de combiner recherche, enseignement et travail sur le terrain avec un engagement plus important dans la « société civile », car je suis de plus en plus convaincue que sans une société civile forte, aussi bien l'État que le marché se fourvoieront. Les faits actuels ne font qu'étayer cette conviction – mais la société civile hongroise est encore trop faible pour compter face à ces forces plus puissantes. ■

Toute correspondance est à adresser à Zsuzsa Ferge <fergesp@t-online.hu>

> Une vie de collaboration transnationale

Melvin L. Kohn, Université Johns Hopkins (États-Unis) et membre du Comité exécutif de l'ISA, 1982-1990

Melvin Kohn a été un pionnier dans l'étude de la relation entre structure sociale et personnalité. Kohn est surtout connu pour *Class and Conformity* (1969 pour l'édition originale, 1977 pour l'édition augmentée), désormais un classique, dans lequel il met en évidence l'étroite relation entre classe sociale et personnalité. Sur la base d'une analyse minutieuse de données d'enquêtes, il découvre qu'il existe un lien très fort entre l'autonomie au travail (absence de supervision, complexité et variété des tâches) et le degré d'auto-détermination. Inversement, les activités qui impliquent un travail routinier, pénible et monotone entraînent une attitude de conformité. Dans son analyse détaillée d'une cohorte, il montre que ce lien fonctionne dans les deux sens, c'est-à-dire que ceux qui ont une personnalité indépendante cherchent et obtiennent un type de travail leur correspondant tout en étant influencés par ce type de travail. Il montre comment la personnalité influe sur de nombreux domaines de la vie, en particulier sur le type d'éducation donné à ses enfants et la transmission des comportements d'une génération à l'autre. Afin d'éprouver la solidité de ces liens, Kohn est devenu un adepte et fervent défenseur des études comparatives transnationales, notamment entre pays capitalistes et socialistes mais aussi avec les pays en proie à de profondes transformations sociales. Il a poursuivi et développé ce travail de recherche à travers nombre de livres et articles, et obtenu de nombreuses distinctions pour ses recherches. Il est membre élu de l'Académie américaine des Arts et des Sciences et a été Président de l'Association américaine de Sociologie. Devenu un partisan enthousiaste de l'ISA, il a été membre de son Comité exécutif de 1982 à 1990, usant de son influence pour encourager les liens et les collaborations à l'échelle internationale.

Melvin Kohn.

Après plus de 60 ans consacrés à la sociologie empirique, je pense que ce qui me distingue principalement de mes collègues est un engagement particulièrement actif en faveur d'une recherche *collaborative*, notamment au cours des 40 années pendant lesquelles j'ai été un authentique trans-nationaliste. La raison en est simple. J'ai tendance à poser des questions empiriques au sujet de problèmes théoriques, surtout quand il s'agit de thèmes transnationaux. Nos passionnantes conclusions sur la relation entre structure sociale et personnalité aux États-Unis étaient-elles pareillement valables dans les démocraties d'Europe

>>

de l'Ouest ? Si tel était le cas, qu'en était-il des pays communistes d'Europe de l'Est ? Et si cela était vrai pour l'Union soviétique, qu'en était-il de la Chine ? Autre pays, autre langue et autre culture. Mais j'estime ne maîtriser que l'anglais et un peu d'allemand. C'est pourquoi la solution était de faire appel à des collaborateurs bilingues.

Cela est arrivé par hasard. Ce qui au départ n'était qu'une étude postdoctorale sur la schizophrénie dans le Maryland est devenu une étude sur la structure sociale et la personnalité à Washington. Ayant pris connaissance des hypothèses de mon étude, mon collègue Carmi Schooler insista auprès de moi pour que nous testions mes allégations en allant étudier à travers les États-Unis les hommes occupant un emploi dans le civil. Ce fut là ma première véritable expérience de collaboration, qui s'est révélée extraordinairement stimulante. Jamais deux esprits ne s'étaient à ce point complétés l'un l'autre.

Cette expérience n'était cependant pas encore transnationale. J'ai eu un aperçu de ce qu'est la collaboration transnationale en travaillant avec Leonard Pearlin à Turin, en Italie, en comparant et élargissant les conclusions que j'avais tirées de Washington. À défaut d'être véritablement une collaboration – sauf pour une partie cruciale, sur la relation constante entre la classe sociale des parents (évaluée de manière assez sommaire) et l'importance que les parents attribuaient à l'auto-détermination –, il s'agissait là d'un véritable travail transnational.

Puis il y a eu un tournant décisif. Wlodzimierz Wesolowski, chef de file des sociologues marxistes en Pologne, m'a invité à donner quelques conférences, ce que j'ai accepté avec plaisir. Au terme de ce séjour d'une semaine, dont j'ai apprécié chaque moment, Wesolowski – assis sous un portrait de Karl Marx – m'a proposé de reproduire en Pologne les recherches que j'avais menées aux États-Unis. L'étude polonaise serait la leur : ils la financeraient ; les données leur appartiendraient ; ils prendraient les décisions. Son protégé, Kazimierz (Maciek) Slomczynski réaliserait l'étude, tandis que je ferais office de « consultant technique ».

On pouvait difficilement résister à pareille offre. Maciek et moi avons travaillé intensivement afin de développer des méthodes d'analyse transnationale de la signification et de l'évaluation de concepts qui n'avaient jusqu'alors été étudiés que de manière intranationale. Nous avons évalué la classe sociale et la stratification sociale à la fois dans un pays capitaliste et dans un pays socialiste, en faisant rigoureusement appel aux mêmes méthodes pour les deux pays – avec l'aide inestimable de collègues polonais qui ont consacré beaucoup de temps à élaborer ces méthodes et qui ont eu la grande satisfaction de voir leurs efforts reconnus.

Après avoir écrit deux livres et plusieurs articles sur le sujet, nous avons pu établir de manière claire que, quoique la structure sociale et la personnalité soient notablement différentes aux États-Unis et en Pologne, on retrouvait pour l'essentiel le même lien entre les deux. Dans les deux pays, les classes sociales les plus favorisées et les personnes bénéficiant d'un statut social plus élevé, faisaient preuve d'une plus grande souplesse intellectuelle, d'une plus grande authenticité et d'un sens plus aigu du bien-être. Les personnes les plus favorisées appréciaient de faire un travail plus complexe, étaient surveillées de moins près et travaillaient à des tâches moins routinières que les personnes moins favorisées.

Au même moment, et par un heureux hasard, Ken'ichi Tominaga et Atsushi Naoi ont ajouté le Japon à cette expérience transnationale, de sorte que nous avons fini par disposer d'une imposante étude comparative entre les États-Unis, la Pologne et le Japon. Tout en tenant compte des variations transnationales en termes de classe sociale et de stratification sociale, les similarités d'un pays à l'autre étaient impressionnantes, à l'exception d'importantes différences entre le niveau de difficultés vécu par les travailleurs manuels aux États-Unis et en Pologne, les travailleurs japonais se situant à mi-chemin entre les deux.

Mais, au moment où, avec Maciek, nous observions les citoyens polonais s'élever contre le régime autoritaire, une nouvelle question s'est imposée à nous : dans quelle mesure un processus de transformation sociale radicale – alors même que la Pologne devenait un pays démocratique et résolument catholique – était susceptible de modifier les conclusions de nos études comparatives ? Trois collaborateurs polonais de premier ordre – Krystyna Janicka, Bogdan Mach et Wojciech Zaborowski – ont rejoint notre équipe et nous avons élargi notre champ d'investigation afin d'étudier le rapport entre le contexte socio-structurel et les personnalités non seulement chez les hommes occupant un emploi, mais aussi chez les femmes occupant un emploi, ainsi que chez les nombreux Polonais, hommes et femmes, qui ont perdu leur travail au moment où le capitalisme a gagné la Pologne.

Mais qu'en était-il du reste de l'Europe de l'Est communiste ? Il n'avait jamais été facile (si tant est que cela fût possible) de réaliser une étude sérieuse sur l'Europe de l'Est, et je n'avais jamais véritablement essayé. Mais à présent je cherchais une occasion d'étudier la Russie, et j'ai alors demandé à un éminent sociologue soviétique, Vladimir Yadov, de collaborer avec nous. Il m'a répondu d'un air désolé que – même sous Gorbatchev – le sujet était trop sensible. Mais il m'a présenté deux sociologues ukrainiens qui devraient parfaitement s'intégrer à notre projet – Valeriy Khmelko, théoricien et psychologue social, et Vladimir Paniotto, spécialiste en méthodologie. Le temps que nous mettions au point nos recherches, l'Union soviétique s'était désintégrée – et donc Khmelko et Paniotto ont créé en Ukraine la première agence sérieuse de sondages de l'histoire de l'Union soviétique. À partir de ce moment-là, pendant des mois, j'ai fait la

>>

navette entre Varsovie et Kiev pour coordonner les études polonaise et ukrainienne.

De ces comparaisons réalisées entre la Pologne et l'Ukraine, nous avons beaucoup appris – en particulier, que les deux pays s'apparentaient de plus en plus aux États-Unis et au Japon (encore qu'à un rythme très différent) : les travailleurs étaient en grand difficulté, dans la mesure où le capitalisme n'entraînait pas de changement de leurs conditions de travail mais altérai les relations entre travailleurs et employeurs. Au terme de notre étude, on ne pouvait pas faire de distinction entre les travailleurs polonais et leurs homologues aux États-Unis, tandis que les travailleurs ukrainiens s'en approchaient. Au moment où les Polonais avaient le sentiment d'avoir terminé leurs recherches, les Ukrainiens pensaient n'en être qu'au commencement : les évènements se déroulaient plus lentement en Ukraine et il y avait plus de matière à étudier. De sorte que les Ukrainiens, qui finançaient leurs propres recherches grâce à leur florissante agence de sondage, ont réalisé une étude de suivi, que j'ai analysée.

L'étude de suivi ukrainienne constituait une véritable extension de l'analyse transversale en une analyse longitudinale, qui a été rendue possible en interviewant à nouveau les personnes interrogées lors de l'étude initiale. De cette nouvelle étude, il est ressorti une considérable instabilité de la personnalité en Ukraine au cours de ces trois années, sans équivalent dans d'autres pays si ce n'est (par pure coïncidence) au Mali (et peut-être dans d'autres parties de l'Afrique), où Carmi Schooler arrivait aux même conclusions dans des circonstances relativement semblables. Quoiqu'il en soit, les rapports entre travail et personnalité sont dans l'ensemble restés inchangés en Ukraine pendant cette période, quoique l'ampleur de ces rapports ait diminué. Les modèles de causalité que nous avons utilisés ont montré que dans cette situation extrême d'instabilité sociale, la personnalité avait peu d'effet sur la position socio-structurelle, mais que la position socio-structurelle continuait à avoir un effet aussi fort sur la personnalité que celui qu'elle avait eu dans une situation de stabilité sociale.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Je m'intéressais depuis longtemps à la Chine, et ma femme m'y encourageait. Nous sommes allés ensemble en Chine, bien qu'elle soit atteinte de la maladie d'Alzheimer, à tel point qu'elle oubliait ce que j'avais dit après chaque conférence et prenait plaisir à l'écouter à nouveau à l'occasion d'une autre conférence dans une autre université. Elle tenait absolument à ce que je fasse une étude de la Chine, même si elle ne verrait pas son achèvement. Trouver les collaborateurs qu'il me fallait a été extrêmement difficile : j'étais parfaitement conscient à quel point je dépendrais d'eux. Mais j'ai eu de la chance, en tombant sur Lulu Li et son protégé, Weidong Wang. J'ai également fait appel à un étudiant, Yin Yue, qui a rapidement assumé le rôle de collaborateur à part entière. Weidong collectait les données. Il a d'ailleurs fait des miracles en la matière, puisqu'il a réussi à mener de front et pratiquement simultanément cinq enquêtes distinctes dans cinq villes sélectionnées, avec l'aide d'un professeur expérimenté dans chacune des villes et d'étudiants sur place pour réaliser les interviews. Yin, lui, était un novice en la matière, mais il a tôt fait d'apprendre tout ce qu'il était nécessaire de savoir.

L'étude chinoise a confirmé les conclusions auxquelles nous étions parvenus dans les autres pays, mais *pas* pour les mêmes raisons. Dans le cas des autres pays, les rapports entre classe et stratification sociales et le contexte de travail – notamment la complexité du travail, le degré de contrôle et le caractère routinier – étaient essentiels ; mais en Chine, le contexte de travail ne paraissait pas jouer un rôle important. Cela s'expliquait par le fait qu'une classe sociale, les travailleurs indépendants, était parfaitement atypique : pour ceux-ci, *et seulement pour ceux-ci*, le contexte de travail était sans rapport avec la personnalité. Mais pour quelle raison ? J'ai émis l'hypothèse, fondée sur mes déambulations dans les ruelles de Pékin, qu'ils luttaient pour survivre aux marges de la vie économique, et que ce qui importait véritablement, c'était la pauvreté de leurs conditions de vie. Une hypothèse certes intéressante, mais qui me croirait, alors que je ne parlais même pas chinois ? Fort heureusement, mes deux principaux collaborateurs m'ont fourni les données permettant de corroborer ma réponse. Longtemps auparavant, Weidong avait inclus une question sur le statut des ménages des personnes interrogées – si elles étaient ou non titulaires du fameux *hukou*, ce qui permettait de savoir si elles étaient officiellement enregistrées comme citadins ou ruraux. Et puis un jour, Yin est arrivé tout essoufflé dans mon bureau, avec en main deux articles écrits conjointement par Xiaogang Wu, un universitaire chinois renommé, et Donald Treiman, *le* spécialiste américain de la stratification sociale ; Wu et Treiman avaient précisément interrogé les personnes concernées, ces migrants des zones rurales qui n'avaient pas pu échapper à leur *hukou* rural lorsqu'ils ont émigré en ville. Ces pauvres gens n'avaient donc pas accès à un emploi dans l'économie régulière, ni à un logement décent, ni à l'école pour leurs enfants.

La réponse à notre anomalie se trouvait là, et ce sont mes deux collaborateurs qui me l'ont fournie, l'un en ajoutant à l'enquête une question sur l'enregistrement des ménages, et l'autre en découvrant deux formidables articles dans des revues peu susceptibles d'être lues par des universitaires chinois. Et mes deux collaborateurs chinois ne se distinguaient guère des autres collaborateurs avec lesquels j'avais travaillé dans les autres pays : consciencieux, attentionnés, sérieux et efficaces – un plaisir de travailler avec eux. ■

Toute correspondance est à adresser à Melvin Kohn <mel@jhu.edu>

> Renforcer l'engagement de la sociologie en faveur de la justice sociale

Margaret Abraham, Université Hofstra (États-Unis) et Présidente de l'ISA, 2014-2018

Margaret Abraham, nouvelle Présidente de l'ISA, lors de son discours d'investiture à Yokohama. Photo de Kayo Sawaguchi.

Au mois de juillet dernier, 6.087 sociologues et spécialistes des sciences sociales venus de 95 pays se sont réunis à Yokohama, au Japon, à l'occasion du XVIIIe Congrès mondial de Sociologie de l'ISA. Pour cet évènement qui a été un grand succès, je tiens à féliciter et à remercier le Comité Local d'Organisation au Japon, présidé de manière remarquable par Koichi Hasegawa ; le Comité du Programme de l'ISA, présidé par Raquel Sosa et nos Vice-Présidents Tina Uys, Robert van Krieken et Jennifer Platt ; et les coordinateurs du programme des Comités de Recherche, Groupes de Travail et Groupes thématiques. Je voudrais également remercier tout particulièrement la secrétaire exécutive de l'ISA, Izabela Barlinska, dont l'expérience approfondie de ce type d'évène-

>>

Pour symboliser la transmission du pouvoir, Margaret Abraham saisit les deux sabres de samouraï des mains de Michael Burawoy, mais refuse de tuer le Président sortant. Photo de Vladimir Ilin.

ments a permis de considérablement faciliter l'organisation du Congrès, ainsi que l'équipe de Confex, spécialiste de la gestion de conférences.

Avant tout, l'extraordinaire succès du Congrès doit beaucoup à l'initiative et au dynamisme du Président de l'ISA, Michael Burawoy, qui est à l'origine du thème choisi pour le Congrès, « Faire face à un monde d'inégalités : Les défis pour la sociologie globale », et qui n'a eu de cesse d'attirer notre attention sur les inégalités auxquelles est confrontée la société civile et sur les menaces qu'une privatisation et une marchandisation accrues font peser sur notre discipline. Nous devons beaucoup à Michael, dont la remarquable intuition de créer au travers de *Dialogue Global* une communauté active de sociologues, et les efforts déployés pour que les médias électroniques servent à dépasser les barrières académiques de notre discipline, ont contribué à faire évoluer la sociologie et à changer la société en créant un mouvement de sociologues à l'échelle globale.

C'est maintenant pour nous le moment de poursuivre la consolidation de notre discipline et de notre Association, avec le soutien du Comité exécutif nouvellement élu et d'une excellente équipe de Vice-Présidents : Markus Schulz (Conseil de la Recherche), Sari Hanafi (Associations nationales), Vineeta Sinha (Publications) et Benjamín Tejerina (Finances et Adhésions).

Au travers de notre Association, il nous faut continuellement répondre aux défis d'un monde en perpétuelle effervescence. Plus que jamais, nous nous trouvons confrontés à des problèmes complexes à l'échelle mondiale, qui nous poussent à mobiliser notre discipline pour instaurer un dialogue au sein des sociétés et entre les sociétés, aussi diverses soient-elles, et à traiter des enjeux sociaux, économiques et politiques afin de définir en commun un monde plus juste pour le XXIe siècle. De mon point de vue, l'ISA a fondamentalement pour mission non seulement d'analyser et d'expliquer la société humaine, mais aussi d'imaginer des solutions et des orientations qui puissent contribuer à forger un avenir plus humain pour tous.

En tant que nouvelle Présidente de l'ISA, j'ai identifié un certain nombre de priorités. Malgré les progrès considérables déjà réalisés, il nous faut continuer à développer le caractère international de notre Association. Son premier objectif est de représenter les sociologues partout dans le monde « quelles que soient leur école de pensée ou leur idéologie », et pourtant plus de la moitié des pays du monde n'ont pas de représentation au sein de notre Association. Le point de vue des pays occidentaux et de l'hémisphère Nord reste dominant parmi nos membres et dans les programmes de recherche, limitant l'engagement intellectuel et l'enrichissement mutuel qui sont au cœur de notre mission. J'espère contribuer à augmenter de manière importante le nombre de membres de l'ISA afin que notre Association soit véritablement mondiale, en donnant une représentation à l'ensemble des sociologues et des courants de la pensée sociologique. Avec le concours des Comités de Recherche et des Associations nationales, nous allons étudier des possibilités réalistes de donner aux sociologues qui sont confrontés à de multiples barrières – économiques et politiques – les moyens institutionnels de participer aux échanges internationaux. Pour assurer la vitalité de l'Association, il est également primordial de donner plus d'opportunités aux sociologues en début de carrière. Ceci implique de consolider notre assise financière, afin de pouvoir assurer la participation de tous sans mettre en péril la viabilité de l'ISA – ce qui ne sera possible qu'avec l'aide et la coopération de nos membres.

À noter que le programme de l'ISA insiste sur « les contacts personnels et institutionnels entre sociologues

>>

et autres spécialistes des sciences sociales à travers le monde ». Un dialogue permanent entre les différentes disciplines est indispensable pour arriver à une meilleure compréhension des êtres humains, avec toutes leurs nuances et leurs différences. J'espère que nous serons à même de reprendre, de développer et de redéfinir l'interdisciplinarité qui existait à l'origine de la sociologie. De la même manière que le monde a besoin de l'investigation constante des sociologues, les sociologues ont besoin d'échanger avec les autres spécialistes des sciences sociales pour rester proches des réalités. Les conférences et les ateliers de l'ISA gagneraient à inclure des personnes influentes venues d'autres disciplines. J'entends travailler dans ce sens, et ainsi faciliter la recherche collaborative et stimuler des échanges productifs à l'échelle globale.

Bien entendu, l'objectif final de l'ISA est de « promouvoir la connaissance en sociologie dans le monde entier ». Ceci implique de s'engager dans une analyse systématique et critique du monde et de la société dans lesquels nous vivons et de contribuer ainsi à les rendre meilleurs. Limiter cet imposant projet en portant notre attention sur les intérêts purement scientifiques d'une élite de sociologues reviendrait à interpréter de façon extrêmement étroite la mission de l'ISA. L'analyse critique est nécessaire, mais aussi l'action et l'intervention, y compris en collaborant avec des organisations non gouvernementales pour promouvoir une justice sociale progressiste et le changement social. L'ISA doit certes consacrer des ressources et du temps à la recherche et à la formation, développer des cadres de pensée théoriques solides et une méthodologie rigoureuse, mais elle doit aussi incorporer une sociologie aux prises avec les problèmes du monde réel – un monde mis à mal par les génocides, la tyrannie, le terrorisme, la xénophobie, la discrimination raciale, le fondamentalisme, les injustices liées au genre, la corruption et la dégradation de l'environnement, qui sont à l'origine de la pauvreté, du manque de liberté, d'une grande inégalité des richesses et de l'exclusion sociale. En tant que Présidente de l'ISA, j'entends œuvrer pour une sociologie qui ne se contente pas d'analyser les grands problèmes de nos sociétés, mais qui joue également un rôle actif pour suggérer de nouvelles voies vers une transformation sociale progressiste. Je m'emploierai à renforcer le rôle de l'ISA comme organisation internationale qui participe activement au monde d'aujourd'hui.

En tant que sociologue féministe, qui a beaucoup appris auprès de la communauté internationale des spécialistes et activistes féministes, je m'intéresse particulièrement à la violence et à la discrimination liées au genre, qu'on retrouve dans les sociétés du monde entier. S'il est vrai que la violence de genre touche le plus durement les femmes et les jeunes filles, elle a cependant des implications pernicieuses sur les familles, les communautés et la société en général ; s'en prendre systématiquement aux femmes est une caractéristique des conflits modernes. Le problème de la violence à l'encontre des femmes doit apparaître en bonne place dans le plan global de l'ISA en faveur de la justice sociale. Dans le cadre de mon mandat présidentiel, j'ai l'intention de lancer un projet d'ampleur internationale visant à tenter de mettre en place et coordonner un réseau international de sociologues et de partenaires qui s'inspireraient d'expériences à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale pour apporter des solutions susceptibles de réduire la violence de genre et la violence intersectionnelle.

Ce que nous apprenons du monde complexe et marqué par les conflits dans lequel nous vivons ne peut pas être cantonné dans les revues scientifiques et les salles de conférence. Avec votre aide, j'ai l'intention de faire connaître le travail de l'ISA sur les questions sociales contemporaines à un plus large public dans le monde, de traduire les savoirs sociologiques spécialisés en concepts accessibles que le citoyen ordinaire puisse comprendre, auxquels il puisse se sentir lié et qui puissent l'inspirer. Nous ferons usage des médias électroniques pour diffuser nos recherches, promouvoir les échanges et le dialogue et mettre en commun nos analyses sociologiques. L'un de mes projets comme Présidente de l'Association est de lancer une nouvelle initiative de l'ISA visant à recenser en ligne les sociologues du monde entier à l'usage de la communauté internationale, et de renforcer l'utilisation que font les sociologues des médias sociaux dans l'objectif d'attirer l'attention sur des situations et problèmes complexes.

L'ISA est un organisme qui veut faire bouger les choses, et pour ce faire, nos membres réunissent une gamme riche et diversifiée d'approches sociologiques et de compétences méthodologiques. Après cette brève présentation de mes priorités pour l'ISA, ma mission est désormais de traduire ces intentions en actions concrètes – avec l'aide de vos critiques constructives, de votre coopération et de votre collaboration. ■

Toute correspondance est à adresser à Margaret Abraham <Margaret.Abraham@Hofstra.edu>

> Réflexions sur Yokohama

Vladimir Ilin, Université d'État de Saint-Pétersbourg (Russie)

Sur le devant de la scène : Artisan du succès du Congrès, Koichi Hasegawa, Président du Comité Local d'Organisation au Japon, reçoit un prix en signe de reconnaissance pour l'implication du Comité dans le XVIIIe Congrès mondial de Sociologie. Photo de Kayo Sawaguchi.

Le XVIIIe Congrès de l'Association internationale de Sociologie a eu lieu à Yokohama du 13 au 19 juillet derniers. Écrire un article sur le Congrès constitue un exercice peu gratifiant : quoique l'on dise, il y aura toujours quelqu'un pour dire le contraire. Face à un évènement de cette ampleur – 6.000 participants étaient présents –, je me sens comme l'homme aveugle de la fable qui cherche à se représenter un éléphant en touchant ses différentes parties. Je me limiterai donc à quelques faits et réflexions personnelles.

> Focus sur les inégalités

Le thème choisi pour ce Congrès était celui des inégalités sociales et des défis qu'elles représentent pour la sociologie à l'échelle mondiale. Un sujet résolument d'actualité, sachant qu'à la fois le monde n'est pas en train de devenir plus juste – malgré des projections optimistes augurant d'un monde plus égalitaire – et que la sociologie est devenue plus attentive aux profonds et souvent tragiques bouleversements de l'ordre social – une tendance dont témoigne le virage à gauche qu'à pris la sociologie dans

>>

Dans les coulisses, les autres artisans du succès : quelques représentants de la société organisatrice de conférences japonaise et de leur équipe de bénévoles, du Secrétariat de l'ISA et de Confex.

le monde. Que Michael Burawoy, un éminent marxiste, ait été élu Président de l'ISA pour la période 2010-2014, et qu'Erik Wright, analyste marxiste des classes sociales, également présent à Yokohama, ait été élu Président de l'Association américaine de Sociologie, sont des faits révélateurs. L'orientation à gauche de la sociologie mondiale se trouve renforcée par le nombre croissant de sociologues originaires d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, régions du monde où les contradictions du capitalisme se manifestent de manière spectaculaire sur le plan social, favorisant l'émergence de nouvelles formes de théorie critique. Dans son allocution, Michael Burawoy a attiré l'attention sur l'élection du pape François en 2013 – le premier pape originaire d'un pays du Sud global, et qui plus est, un pape particulièrement sensible à la question des inégalités. On ne s'attendait certes pas à écouter un sociologue de gauche citer l'exhortation apostolique du pape (pas seulement quelques phrases mais un exposé concis de six de ses positions !) au sujet des inégalités sociales, un manifeste catholique anticapitaliste axé autour de l'idée que l'argent doit servir et non pas gouverner ! Michael Burawoy a également fait observer que les économistes, qui traditionnellement faisaient peu de cas des inégalités sociales, commencent à s'y intéresser.

Il a commencé par signaler que le profil des participants au Congrès était révélateur des inégalités existant dans le monde en matière de ressources matérielles mais aussi du développement de notre discipline : bien que l'ISA compte de plus en plus de membres dans les pays du Sud global, 71% des personnes présentes au Congrès de Yokohama venaient des pays les plus riches, tandis que seuls 10% venaient des pays les plus pauvres. Toutefois, lors de sa création en 1949, l'ISA ne représentait que des sociologues des États-Unis et d'Europe de l'Ouest ; aujourd'hui, leur profil est malgré tout nettement plus varié.

Pourtant, d'aucuns pensent que la démocratisation qui s'est opérée au sein de la communauté des sociologues a son revers : parmi les participants au Congrès, ils sont plus nombreux que par le passé à être dépourvus d'une formation professionnelle systématique et de possibilités d'améliorer leurs compétences, de participer à des projets de recherche ou d'avoir accès à la littéra-

>>

ture scientifique actuelle. Immanuel Wallerstein, membre de longue date de l'ISA et ancien Président de l'Association, a rappelé que seulement 300 personnes avaient participé au premier Congrès auquel il avait assisté en 1959 ; presque toutes venaient de pays occidentaux, dont de nombreuses « stars » de notre discipline. Cette année, si plus de 6.000 personnes ont assisté au Congrès de Yokohama, tous les grands noms de la sociologie étaient loin d'apparaître au programme. Nombre de sociologues préfèrent investir leur temps et leur argent dans des colloques et conférences à plus petite échelle ; la plupart des sociologues ne sont connus que de leurs propres collègues de travail.

Cependant, comment peut-on prétendre accroître le niveau global de la sociologie si ce n'est en permettant à tous les sociologues de participer à un dialogue global ? Cette contradiction entre démocratisation d'une part, et nostalgie pour une ancienne élite d'autre part, se traduit par l'émergence de tensions dans la sociologie à travers le monde.

> Les objectifs de la sociologie publique

Ce Congrès marque la fin du mandat de Michael Burawoy comme Président de l'ISA.

Michael Burawoy s'est illustré en développant une communauté de sociologues à l'échelle mondiale grâce à un usage généralisé des médias sociaux – ce qu'il appelle les « mondes numériques » –, ainsi qu'en voyageant sans relâche à la rencontre de sociologues du monde entier. En exposant ce qu'il entendait par sociologie publique de manière très claire et compréhensible – un point de vue pourtant loin d'être partagé par tous –, il a soutenu que les sociologues ne pouvaient pas se contenter de mener des recherches et de s'adresser au cercle restreint de leurs collègues ; leur objectif devait être de tendre un miroir dans lequel la société puisse se voir de manière transparente et systémique. Cette conception de la sociologie publique va fondamentalement de pair avec une tentative pour modifier le rapport de forces au sein de la communauté des sociologues, en défendant une sociologie attentive aux problèmes des pays non occidentaux. Progressivement, cette idée a eu pour résultat de radicaliser la sociologie, contribuant à faire de celle-ci un outil intellectuel pour tous ceux et celles qui se battent pour créer un monde plus juste.

En centrant notre attention sur le thème des inégalités sociales, le Congrès de Yokohama a actualisé ce projet. L'idée selon laquelle les sociologues peuvent prendre une part active aux efforts pour changer le monde n'est pas nouvelle. Après tout, la sociologie marxiste traditionnelle visait autant à changer le monde qu'à l'analyser. Les débuts de la sociologie américaine ont été étroitement liés aux mouvements de lutte pour des réformes sociales. Pitirim Sorokin a participé activement à la Révolution russe de 1917, qui a failli lui coûter la vie. Plusieurs présidents de l'ISA ont participé à la vie politique de leur pays : Jan Szczepański et Alberto Martinelli ont été élus députés au Parlement de leur pays respectif, et Fernando Henrique Cardoso sénateur puis Président du Brésil.

Différents points de vue ont été exprimés à l'occasion de la séance organisée à Yokohama avec d'anciens présidents de l'ISA. Piotr Sztompka, Président de l'ISA entre 2002 et 2006 et professeur à l'Université de Cracovie, mais aussi l'un des opposants les plus déterminés à la sociologie publique et à ses connotations révolutionnaires, a élaboré une conception alternative en présentant la sociologie comme une discipline universitaire qui exige des travaux de recherche rigoureux et objectifs qui, de son point de vue, ne devraient pas se mêler de changer le monde. La place des sociologues se trouve dans les bibliothèques et non sur les barricades. D'après Sztompka, le devoir premier d'un sociologue qui cherche véritablement à traiter des inégalités est de comprendre le phénomène. La plupart des sociologues, a-t-il affirmé, sont favorables aux réformes en général, mais les sociologues ne peuvent pas provoquer le changement au moyen de leçons de morale, de prêches ou de manifestes idéologiques. La responsabilité du sociologue est de faire apparaître les mécanismes et les caractéristiques de la vie en société – y compris ce qui contribue à créer et reproduire les inégalités ou l'injustice. Karl Marx a passé le plus clair de son temps dans les bibliothèques et non sur les barricades, et c'est au *Capital* et non au *Manifeste du Parti communiste* qu'il doit sa réputation de grand penseur et analyste de la société.

Dans la communication qu'il a présentée au Congrès, ainsi que dans des publications antérieures, Sztompka a défendu l'idée d'une sociologie unique, qui puisse pareillement s'appliquer aux pays riches et aux pays pauvres. Il considère qu'il n'est pas possible d'avoir des sociologies distinctes pour des mondes différents. Les mécanismes sociaux et les cycles de transformation sociale sont les mêmes aux quatre coins du globe, quoiqu'ils se manifestent sous des formes diverses ; les normes de la recherche en sociologie et les critères d'évaluation des théories sont également universels. Il semblerait qu'aucun des deux camps n'ait tort ni raison. La sociologie peut prendre différentes formes et les sociologues choisir la voie qui s'adapte le mieux à leur caractère, à leurs compétences et à leurs convictions. ■

Toute correspondance est à adresser à Vladimir Ilin <ivi-2002@yandex.ru>

> Immanuel Wallerstein
Prix d'Excellence de l'ISA

Michael Burawoy, ancien Président de l'ISA (2010-2014) et président du jury

Immanuel Wallerstein, illustre lauréat du Prix de l'ISA d'Excellence dans la Recherche et la Pratique. Photo de Kayo Sawaguchi.

La cérémonie d'ouverture du Congrès mondial de Sociologie à Yokohama comprenait la remise de la nouvelle et seule récompense décernée par l'Association, le Prix d'Excellence dans la Recherche et la Pratique sociologiques. L'information avait été largement diffusée auprès des membres de l'ISA afin d'encourager le plus de candidats possibles à se présenter. Parmi une série de candidatures de très grande qualité, Immanuel Wallerstein a été choisi par un jury composé de sept membres du Comité exécutif de l'ISA pour être le premier lauréat de ce prix.

Pour faire son choix, le jury s'est appuyé sur un ensemble remarquable de documents attestant qu'aucun autre sociologue aujourd'hui vivant n'a eu autant d'influence sur les sciences sociales qu'Immanuel Wallerstein. L'apport de Wallerstein aux sciences sociales ne se limite pas à un demi-siècle de livres primés et d'articles trop nombreux pour être comptabilisés. En effet, il fait partie de ces très rares intellectuels dont le travail a renouvelé nos systèmes de représentation.

Wallerstein a commencé dans les années 60 par analyser le colonialisme et les luttes de libération nationale en Afrique, avant de passer à un projet intellectuel particulièrement ambitieux – une analyse de l'émergence du « système-monde moderne » et des dynamiques qu'il a engendrées, en appuyant son entreprise théorique sur une étude historique approfondie. Dès le premier volume de son *Modern World-System* publié en 1974 [en français sous le titre *Le système du monde*, 1980] (suivi de trois autres volumes publiés en anglais en 1980, 1989 et 2011), son approche a permis de revitaliser la sociologie en tant qu'entreprise d'histoire comparative, en la ramenant vers des problématiques traditionnelles qui incluent le changement social à long terme. Sa théorie des systèmes-mondes reste très présente dans les sciences sociales actuelles, et influence certains des plus grands penseurs d'aujourd'hui.

Dans le même temps où il réécrivait l'histoire du monde, Wallerstein a été amené à révéler et analyser la singulière étroitesse d'esprit des sciences sociales en Occident, en particulier leur segmentation artificielle en disciplines. Ses réflexions sur la restructuration des sciences sociales ont trouvé un large écho avec la publication de *Ouvrir les sciences sociales*, rapport de la Commission Gulbenkian de 1995 qu'il présidait, qui a reçu un accueil très favorable. Il a depuis écrit de nombreux ouvrages sur l'histoire et l'avenir des sciences sociales.

Wallerstein n'est pas seulement un immense penseur. C'est également quelqu'un qui s'est véritablement consacré à la sociologie comme discipline globale, voyageant sans relâche dans le monde entier et assumant une multitude de fonctions auprès de différents organismes. Durant son mandat de Président de l'Association internationale de Sociologie (1994-98), il a contribué à créer un espace d'ouverture sur la scène internationale pour les chercheurs du monde entier mais surtout pour ceux du Sud global – d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. Il a encouragé et inspiré une nouvelle génération de leaders de l'ISA et de la sociologie mondiale. C'est pour toutes ces raisons que notre comité a jugé qu'il n'y avait pas de meilleur premier lauréat pour ce nouveau Prix d'Excellence dans la Recherche et la Pratique sociologiques que le Professeur Immanuel Wallerstein. ■

> Le travail émotionnel à travers le monde

Entretien avec Arlie Hochschild

Arlie Hochschild.

Arlie Russell Hochschild est l'une des sociologues les plus renommées de notre temps. Ses travaux montrent qu'une profondeur d'analyse théorique associée à un discours accessible constitue une bonne stratégie pour accomplir un travail d'enquête sociologique fructueux. Dans ses huit livres, dont *The Managed Heart* (1983), *The Commercialization of Intimate Life: Notes from Home and Work* (2003), *The Outsourced Self* (2012) et plus récemment *So How's the Family? And Other Essays* (2013), Hochschild étudie dans quelle mesure les émotions peuvent nous aider à comprendre la relation entre les sphères micro et macro de la vie en société. Des concepts originaux comme ceux de « gestion des émotions » (*emotional management*), de « travail émotionnel » (*emotional labor*) et de « règles de sentiments » (*feeling rules*), sont essentiels pour saisir la profondeur d'analyse de ses travaux. Dans cet entretien, Hochschild montre qu'à la fois elle domine son sujet et se situe au plus près du terrain. Elle apparaît clairement comme une sociologue à l'esprit libre, intéressée et concernée par les grandes questions sociales de notre temps. La sociologue portugaise Madalena d'Oliveira-Martins, chercheuse à l'Institut Culture et Société de l'Université de Navarre (Espagne), l'a interviewée le 27 février 2014 à Berkeley (Californie).

MO : Vous avez été étudiante à l'Université de Berkeley dans les années 60. Comment avez-vous vécu ce qui s'y passait et quelle influence cela a-t-il pu exercer sur votre démarche sociologique ?

AH : En octobre 1962, au moment où la crise des missiles de Cuba se préparait, cela ne faisait pas longtemps que j'étais à Berkeley. La guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis avait subitement atteint un stade critique, et le Président Kennedy et Nikita Khrouchtchev brandissaient la menace d'une confrontation nucléaire. Un jour, j'ai trouvé la place principale du campus remplie d'une multitude de petits groupes d'étudiants et de professeurs – dix personnes ici, vingt autres là, tous engagés dans d'intenses débats. Existe-t-il un risque de cataclysme nucléaire ? Quel rôle peut jouer un mouvement pour la paix ? Tout le monde émettait une opinion. J'ai alors pensé : « C'est là que je veux être ». Plus tard, je me suis dit

>>

que c'était peut-être cela que Habermas avait à l'esprit : un débat raisonné sur la place publique.

Il n'y a pas longtemps, je me suis retrouvée sur cette même place, où circulaient des étudiants accrochés à leur téléphone portable. Ils parlaient, certes, mais pas les uns avec les autres, et j'ai ressenti qu'il manquait cette place publique. Bien sûr, une partie des conversations qui se faisaient en tête-à-tête avaient désormais lieu en ligne, mais l'on avait sans doute perdu en chemin cette sensation d'avoir un objectif commun. Quelle que soit la forme qu'il prenne, je pense qu'il nous faut, pour espérer changer les choses, davantage de cet optimisme magique que nous avions partagé dans les années 60.

MO : L'un de vos concepts clés est celui de « travail émotionnel » – qui consiste à susciter ou inhiber un sentiment afin de ressentir « le sentiment approprié » à un emploi donné. Pouvez-vous nous expliquer ce qu'apporte ce concept ?

AH : Dans des sociétés où le secteur des services est de plus en plus important, ce concept nous éclaire sur la réalité quotidienne de nombreux travailleurs – les gardes d'enfant, aides à domicile, ceux qui travaillent auprès des personnes âgées, les infirmières, enseignants, thérapeutes, agents de recouvrement, agents de police, ou encore les personnes qui travaillent dans des centres d'appels. Dans les sociétés modernes, on trouve de moins en moins de travailleurs dont le métier est d'abattre des arbres, de forer des puits ou de fabriquer des objets ; nos économies sont de plus en plus fondées sur le contact direct visuel ou vocal nécessaire à la prestation de services. Ces interactions exigent des compétences émotionnelles.

MO : En lisant votre essai « Love and Gold » dans* Global Woman*, et celui intitulé « The Surrogates Womb » dans* So How's the Family?*, il m'a semblé que vous appliquiez ce concept de « travail émotionnel » au monde entier. Est-ce bien le cas ?

AH : J'ai suivi des femmes originaires du Sud global qui laissent derrière elles leurs enfants et leurs parents âgés pour s'occuper d'enfants ou de personnes âgées dans les sociétés du Nord, formant ainsi des *nanny chains* (« chaînes de nourrices »). Dans la lignée des travaux de Rhacel Parrenas, j'ai interviewé des nourrices philippines à Redwood City, en Californie, qui avaient elles-mêmes fait appel à des nourrices pour s'occuper de leurs propres enfants restés à Manille, créant ainsi une « chaîne » de nourrices – dont le dernier maillon sont les enfants du Sud global, sur lesquels repose tout le poids de ce système qui fonctionne à l'échelle mondiale.

MO : Pour décrire le résultat de tout cela, vous parlez de* global heart transplant *(« opération mondiale de transplantation des affects »), n'est-ce pas ?

AH : Oui, ce que ressent le cœur d'une femme dans un contexte donné est transféré dans un autre contexte. Ce transfert requiert un intense travail émotionnel. La nourrice dont on a « transplanté » le cœur fait face à son sentiment de solitude, d'isolement – voire de confusion, puisqu'elle peut se sentir plus liée émotionnellement à l'enfant dont elle a la garde pendant de longues heures dans la maison d'un employé de la Silicon Valley qu'elle ne l'est à son propre enfant – resté à la charge d'un parent à Manille, San Pedro Sula, Michoacan ou ailleurs dans un pays du Sud, et qu'elle n'a pas revu depuis cinq, six ou sept ans. Son salaire de nourrice lui sert à payer la scolarité de son enfant, mais il est possible que cet enfant se sente blessé, ou délaissé, qu'il en veuille à sa mère voire se sente plus ou moins détaché d'elle.

MO : Vous avez également écrit au sujet des mères porteuses auxquelles on apprend à considérer leur ventre comme un simple réceptacle.

AH : En effet, certaines des interviews les plus émouvantes que j'ai réalisées sont celles de mères porteuses à Anand, en Inde – des femmes pauvres auxquelles on implantait l'embryon d'un couple et qui le portaient jusqu'au terme de la grossesse pour le compte de clients nationaux ou étrangers, en échange de 3.000 à 5.000 dollars. À partir de ces interviews et du travail de la sociologue Amrita Pande[1], j'ai pu dresser le tableau du plus important service de location d'utérus au monde. Par nécessité, la mère porteuse cherche à contrôler le lien émotionnel avec son propre corps – à qui appartient-il à partir du moment où c'est le médecin ou le client qui autorise l'élimination des fœtus excédentaires ? – et avec le bébé qu'elle porte dans son ventre. Elle donne, mais n'oublie pas.

Les nourrices et les mères porteuses se trouvent confrontées à une situation d'aliénation affective. Au XIXe siècle, Marx décrivait l'homme aliéné sous les traits de l'ouvrier des usines européennes. Je propose d'actualiser ce modèle : au XXIe siècle, l'aliéné est désormais la femme du Sud global qui travaille dans le secteur des services.

MO : Vous avez traité des « espaces d'empathie » (*empathy maps*), et la sociologue allemande Gertrud Koch vous a d'ailleurs dédié son livre* Pathways to Empathy. *Qu'entendez-vous par « espaces d'empathie » ?

AH : Il s'agit d'un espace social que nous imaginons circonscrit par des frontières qui le séparent d'autres espaces sociaux. Nous nous identifions avec ceux qui font partie de cet espace, et pas avec ceux situés en dehors de celui-ci. Deux groupes de personnes peuvent être, l'un comme l'autre, *capable*s d'empathie et, l'un comme l'autre, actifs pour mettre en œuvre les *pratique*s occultes favorisant l'empathie mais, parce qu'ils se situent dans deux espaces différents, vont rejeter l'empathie l'un pour l'autre. Pour étendre nos « espaces », nous avons besoin de sentir que

>>

nous traversons les frontières que nous avons établies entre ces espaces. Je m'intéresse beaucoup à la manière dont nous faisons justement cela.

MO : Dans votre article « The Sociology of Feelings and Emotions » daté de 1975, vous avez donné son nom à un nouveau domaine de la sociologie, la « sociologie des émotions ». Est-ce que cela a marqué une étape importante pour que soit reconnu un habitus qui méritait d'être étudié ?

AH : Oui, en effet. L'émotion est au cœur de ce qui définit la sociologie. Un spécialiste de sociologie politique doit s'interroger sur les sentiments qui sont présents derrière une conviction politique, ainsi que sur leur origine. Un spécialiste de sociologie économique doit s'interroger sur les sentiments qui motivent nos opinions sur l'économie, nos préférences de consommateur, les exaltations et les désarrois des acteurs sur le marché boursier. L'émotion est au cœur de tous les domaines de la sociologie. Je pense qu'il faudrait s'intéresser de plus près à cet élément essentiel, dans toutes ses nuances.

Un certain nombre d'évolutions se dessinait dans les années 70, quand j'ai eu cette idée. L'entrée massive des femmes dans le monde du travail exigeait une évolution de la notion de féminité, des règles qui régissent nos émotions, et de la gestion des émotions. Parfois ce sont les femmes qui ont dû changer – on ne pouvait être à la fois avocate et se montrer timide et déférente. Et parfois ce sont les femmes qui ont changé l'atmosphère au travail, en donnant sa légitimité au *care* (services à la personne). Le secteur des services se développait. Les entreprises s'agrandissaient, nécessitant de nouvelles formes de gestion des émotions pour régler les relations à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. Dans un contexte de culte grandissant de la vie privée, de fragilité accrue de la vie familiale et de disparition des anciens piliers sur lesquels elle reposait, les entreprises ont cherché à bien cadrer les relations émotionnelles. Toutes ces évolutions m'ont fait prendre conscience de la nécessité de développer des concepts qui nous permettent d'étudier les fondements affectifs de la vie en société.

MO : Est-ce que vous vous êtes préoccupée du traitement des émotions en psychologie et dans d'autres sciences ?

AH : Bien sûr ! Et même l'un de mes mentors, Erving Goffman. Un jour, j'étais en voiture avec lui et d'autres collègues. Il enseignait à l'Université de Pennsylvanie et était revenu en Californie pour faire du ski, comme il en avait l'habitude. À un moment où nous étions en train de rire de l'une de ses blagues, il s'est tourné vers moi et m'a lancé « Arlie, *toutes ces émotions dans la voiture…* ». Une manière de dire « Comment peut-on étudier les émotions de manière scientifique ? C'est impossible ». Lui était clairement un scientifique, avec un point de vue sur la psychologie de type « boîte noire » – à savoir qu'on ne peut pas parler de ce qui se passe à l'intérieur. Il a pourtant amplement et brillamment parlé de cet intérieur et nous a donné des outils fort utiles à partir desquels engager notre réflexion.

MO : Dans le même article, vous proposiez un concept qui manquait à la sociologie traditionnelle, celui de « sentient self » (le « moi sensible »), une image qui suggère que pour étudier les émotions, il est nécessaire de prendre en considération le rôle actif de l'individu. Le sens que nos émotions véhiculent est-il le résultat d'évaluations réfléchies ? Nos émotions découlent-elles d'évaluations réfléchies ou de pulsions et d'instincts ?

AH : Je dirais les deux choses à la fois. D'une part, je considère les émotions comme un sens, au même titre que la vue, l'ouïe ou le toucher. Elles sont présentes chez les bébés. Mais pour les tenants du déterminisme biologique, l'histoire s'arrête là. Pour les sociologues, il s'agit donc de reprendre la question à ce stade, de nommer et d'étudier les différentes manières dont nous prenons en considération les sentiments, dont nous les désignons, dont nous attribuons un sens à ces désignations et réagissons à ce sens. Les psychologues de la perception ne disent pas « Nous avons des yeux, point final ». Ils s'intéressent à la manière dont nous apprenons à voir.

J'ai eu la chance de rencontrer un Lapon qui m'a parlé de ce qu'il avait ressenti un jour où il marchait le long d'un chemin au cœur de l'hiver au-dessus du cercle arctique. « Parfois il n'y a que la neige blanche partout autour de vous, et puis tout à coup vous êtes surpris par deux yeux noirs. C'est un oiseau ! Et à partir de ce moment-là, vous *cherchez du regard* cette paire d'yeux noirs. Vous vous préparez à la voir à nouveau. Votre perception de la neige en est alors changée. » Il arrive la même chose avec nos sentiments. On se prépare à être content (« tu vas adorer ») ou à éprouver du ressentiment (« il ne perd rien pour attendre »). Nous développons des « états d'attente » vis-à-vis de nos propres sentiments.

Et en dehors de ce qu'on s'attend à ressentir, ou de ce que l'on s'habitue à ressentir, il y a ce que l'on pense *devoir* ressentir : « Je devrais être content de gagner ce prix, ou être horrifié par un crime ». De telles affirmations sont les micro-moments à partir desquels nous élaborons les cartes mentales qui régissent nos sentiments. Nous nous plaisons à nous imaginer en sociologues menant nos recherches librement, mais dans quelle mesure sommes-nous libres si nous ne prenons pas bien en considération les règles de sentiments ?

MO : Alors même que nous évoluons dans une culture de marché qui crée de l'anxiété dans nos vies – et offre des solutions à cette anxiété, ce qui contribue à déve-

>>

lopper l'industrie des services –, nous sommes continuellement à la recherche de « valeurs familiales » et de « valeurs communautaires ». Les émotions – et la façon dont nous les gérons – sont-elles les meilleurs indicateurs des frontières qui sont franchies ? Pensez-vous qu'aujourd'hui les « forces psychologiques » sont opposées aux « forces économiques » ?

AH : Nous employons souvent le jargon du marché pour parler de notre vie personnelle, comme lorsqu'on dit : « j'achète cette idée », « j'aime son image de marque », « il a investi sur vous ». Les métaphores impliquent des règles de sentiments. Je donne l'exemple dans *So How's the Family* d'un nouveau service qui vous aide à trouver une personne du même sexe pour une relation amicale (et non amoureuse) dans votre aire géographique. C'est un service payant, qui indique par là que « si vous payez pour ce service, on vous trouvera un(e) ami(e) de manière efficace. Vous obtiendrez un "bon retour sur investissement". Et si vous souscrivez à notre service, vous découvrirez que d'autres candidats également sélectionnés pour des relations amicales veulent sérieusement trouver un(e) ami(e) parce qu'eux aussi ont payé pour ce service ». Si l'on considère le fait de *trouver* un ami sous l'angle d'un retour sur investissement, je me demande si cela modifie les règles de sentiments pour *être* un ami. Dans *The Outsourced Self*, je tente d'étudier comment justement nous « établissons » une frontière entre marché et vie personnelle, sachant en particulier que les services à la personne se spécialisent, s'amplifient et se répandent des classes privilégiées aux classes moyennes. À partir de quel moment se met-on en « état d'alerte d'attachement » – que ce soit comme travailleur ou client – parce qu'on se sent « trop détaché » de ce que l'on a défini comme étant notre vie personnelle ?

MO : Pouvez-vous me parler de votre prochain projet ?

AH : Dans *The Outsourced Self*, j'ai voulu examiner comment nous établissons – ou non – des frontières entre les façons d'imaginer notre vie, celle qui est liée au marché et celle qui est personnelle (familiale/communautaire). Je m'intéresse à présent à un autre type de frontière – celle qui existe entre l'État et la vie personnelle. Depuis 25 ans, les États-Unis connaissent un clivage croissant entre conservateurs et progressistes concernant la place et le rôle de l'État. Chacun des deux camps possède une carte mentale différente et applique un système différent pour réguler les sentiments. Traditionnellement, les progressistes craignent les attaques de drones et la surveillance de la NSA [Agence de Sécurité nationale], tandis que les conservateurs craignent la surréglementation et les impôts de l'État. J'essaie donc de sortir de ma propre bulle progressiste pour essayer de mieux comprendre les gens qui vivent dans l'autre bulle, et ainsi parvenir à en savoir plus sur la logique affective qui motive leurs opinions et les nôtres. Je cherche également à identifier des ponts pour combler ce fossé qui se creuse, dans l'espoir que nous puissions revenir à cette place publique et nous accorder sur des moyens de faire de notre monde un monde meilleur. Ainsi, restez à l'écoute ! ■

Toute correspondance est à adresser à Arlie Hochschild <ahochsch@berkeley.edu> et Madalena d'Oliveira-Martins <madalenaom@gmail.com>

[1] Les travaux de Amrita Pande sont également au menu de ce numéro de *Dialogue Global*.

> Made in India
Notes sur une usine à bébés

Amrita Pande, Université du Cap (Afrique du Sud), et **Ditte Maria Bjerg**, Global Stories Productions (Danemark)

Amrita Pande rend hommage aux mères porteuses, ces travailleuses créatives – productrices de broderies aussi bien que de bébés – qui devraient avoir les mêmes droits que les autres travailleurs. Photo de Morten Kjærgaard.

« Excellente représentation. Je n'ai jamais vu de théâtre documentaire de cette qualité, où une sociologue se fait comédienne pour représenter sur scène les recherches qu'elles a menées sur un sujet d'une actualité aussi brûlante.»

Simon Andersen, "Smagsdommerne," Télévision nationale danoise.

Faire appel à la création théâtrale pour une enquête sociologique peut paraître une idée plutôt banale à nos collègues spécialistes des arts de la scène, mais elle ne l'est pas tant pour nous les sociologues. La plupart d'entre nous n'interviennent en public que dans des cercles fermés ou dans les salles de classe et ne donnent libre cours que de manière accessoire à leur imagination.

C'est pourquoi j'ai été ravie quand Ditte Maria Bjerg, directrice artistique de la société de production Global Stories (établie à Copenhague), m'a demandé si, en tant que « spécialiste » de la question des mères porteuses en Inde, je serais prête à collaborer avec elle sur un projet de représentation théâtrale interactive sur le sujet. Ditte avait à son actif des représentations inspirées des travaux de la sociologue américaine Arlie Hochschild sur le travail émotionnel, et c'est Arlie qui nous a mises en relation. L'idée de Ditte était simple : il s'agissait de « préparer un travail artistique sur le commerce de la gestion pour autrui », en exploitant les travaux que j'avais réalisés sur le terrain pour ma thèse de doctorat. Mon passé d'actrice en

>>

De retour sur le terrain, les mères porteuses organisent un godh bharai *(rite de bienvenue pour le futur bébé) pour Amrita Pande. Photo de Miriam Nielsen.*

Inde se révélait fort utile au projet et je suis passée du statut de rédactrice de notes de terrain à celui de pédagogue/comédienne.

C'est ainsi qu'a commencé notre voyage d'une discipline à l'autre – deux artistes-chercheuses parties pour explorer un théâtre communautaire interactif comme moyen de mieux comprendre le phénomène de la gestation pour autrui.

Ce qui suit se présente comme une série de notes sur le terrain réalisées par une sociologue (Amrita) qui essaie d'utiliser des moyens créatifs pour réinvestir son travail de recherche, et une artiste (Ditte) qui adopte une double perspective artistique et de recherche. L'article est centré sur deux moments importants de la gestation de notre spectacle *Made in India* : le *godh bharai* (littéralement « douche du bébé », un rituel hindou pour préparer la venue du bébé) organisé par les mères porteuses pour Amrita, et un projet de broderie réalisé avec celles-ci. D'un côté, ces deux moments nous ont permis de dialoguer avec les mères porteuses en dehors de leur rôle de « mères-travailleuses disciplinées » qui vivent sous la surveillance étroite d'une équipe de médecins dans des foyers prévus à cet effet. D'un autre côté, nous avions la possibilité de partager ces expériences avec différents publics dans le monde entier – des gens qui, sans cela, n'auraient jamais l'occasion d'entrer en interaction avec ces mères porteuses indiennes. Nous abordons ces deux expériences comme du théâtre communautaire bien qu'il s'agisse de deux communautés distinctes – celle des mères porteuses indiennes et celle des spectateurs auxquels nous nous adressons. L'ambition fondamentale de ce spectacle interactif *Made in India: Notes from a Baby Farm* [Fabriqué en Inde : Notes sur une usine à bébés] est de jeter des ponts entre ces deux communautés afin qu'elles puissent s'interroger sur la vision qu'elles ont d'elles-mêmes, celle qu'elles ont des autres, et celle qu'elles ont d'elles-mêmes en relation avec les autres.

> Le rituel du *godh bharai*

Ditte : En lisant les notes de terrain d'Amrita, j'ai vite réalisé que pour transformer ces histoires en un spectacle pour la scène qui puisse être ressenti par le public, il me fallait aller en Inde avec Amrita et mon équipe artistique – une scénographe et un photographe-vidéaste – pour constituer du contenu visuel susceptible d'interagir avec la scène et le public – et également pour explorer en quelque sorte le type de relation entre Amrita, l'experte-sociologue-enquêtrice et les femmes qu'elle avait interviewées. Je ne savais pas encore exactement comment j'allais procéder, jusqu'où jour où Amrita m'a appelée pour me dire « Ditte… je serai enceinte pendant notre voyage ».

Amrita : Ditte a découvert mon domaine de recherche au travers du centre de procréation médicalement assistée et des foyers pour mères porteuses en Inde, où j'avais réalisé l'essentiel de mes recherches ethnographiques pour mon livre *Wombs in Labor* [Ventres au travail]. Décider de revenir sur les lieux de mon enquête était angoissant – on ne sait jamais si les personnes interviewées vont vous recevoir à bras ouverts ou vous reprocher d'avoir donné une interprétation erronée de leur vie. Qui plus est, j'étais dans mon sixième mois de grossesse, ce qui rendait mon retour auprès des mères porteuses d'autant plus délicat. J'ignorais quelle serait leur réaction face à ma grossesse et craignais qu'elles me considèrent comme une chercheuse peu respectueuse. Mes doutes ont été d'emblée dissipés par les anciennes mères porteuses et amies lorsque je les ai contactées par téléphone ou par mail. Elles se sont montrées impatientes d'accueillir la chercheuse « naïve » (comprenez « non mariée ») dans sa nouvelle condition de femme enceinte, et Ditte tenait à faire de mon retour là-bas un point de départ pour notre projet de théâtre interactif.

À notre arrivée au foyer pour mères porteuses, j'ai retrouvé quelques

>>

anciennes amies – des femmes qui pour la deuxième ou troisième fois portaient l'enfant d'une autre. D'emblée, elles ont pris l'initiative d'organiser en mon honneur un *godh bharai* (« douche du bébé » hindoue). La surveillante du foyer organise souvent ce rituel pour les mères porteuses dans leur septième mois de grossesse. Exceptionnellement, celles-ci ont été autorisées à ne pas observer le règlement – ce jour-là, au lieu de faire leur sieste obligatoire, elles ont passé leur après-midi à m'habiller et à m'apprêter pour l'occasion. Jigna, la seule mère porteuse de caste supérieure, s'est proposée pour présider le rituel, tandis que Puja s'est convertie en maquilleuse. Après six ans de recherches sur le terrain, c'était la première fois que je voyais les mères porteuses ailleurs que dans leurs dortoirs, et parées de leurs plus beaux atours, chantant, dansant et riant de façon aussi effrénée. Elles étaient aux commandes, que cela plaise ou non à l'équipe artistique. Si une intervention artistique permettait de réaliser un tel exploit, j'étais assurément pour ! Alors qu'elles continuaient à chanter, l'une des mères porteuses, Vaishali, m'a fait remarquer en passant que « la seule différence, c'est qu'au bout du compte, toi tu pourras garder le bébé ».

> Le projet de broderie

Amrita : Compte tenu des craintes qui entourent la gestation pour autrui, il n'est pas étonnant qu'il soit si difficile d'éloigner les considérations d'ordre moral dans les débats sur le sujet. Les foyers pour mères porteuses renforcent la vision dystopique des *baby farms* [usines à bébés]. « Mais est-ce que cela a un sens de continuellement évoquer le caractère immoral de ces situations qui obligent des pauvres femmes à faire le commerce de leur ventre ? Ne faudrait-il pas aller plus loin et réaliser que ces femmes sont des travailleuses, et qu'à ce titre elles ont les mêmes droits que les autres travailleurs ? Qu'en pensez-vous ? ». J'écris ces lignes pour les spectateurs européens, en me demandant quelle peut être leur réaction. Comment fait-on pour changer notre approche et passer des considérations morales à la prise en compte des droits des travailleurs ?

Ditte : L'une des activités organisées pour les résidentes des foyers pour femmes porteuses est la broderie. Deux fois par semaine, on leur apprend à broder des motifs floraux. Ce travail « genré » est considéré comme approprié pour des femmes enceintes – il ne fait pas de mal au futur bébé, ne remet pas en cause la discipline et ne gêne ni le personnel soignant ni les clients de passage. C'est alors que nous est venue l'idée de détourner cette pratique : Ne pourrait-on pas collaborer avec ces femmes pour réaliser des broderies qui seraient utilisées dans le spectacle, et créer des motifs sur leur « travail » de mères porteuses ? Elles seraient payées pour ce travail, et les spectateurs pourraient se faire une idée plus précise sur ces femmes et comprendre qu'elles sont des travailleuses, capables de fabriquer autre chose que des bébés. Le projet a été réalisé en collaboration avec une célèbre artiste et activiste, Mallika Sarabhai, et avec la SEWA (une ONG qui travaille avec les femmes du secteur informel). À notre arrivée au foyer, 50 femmes enceintes nous attendaient dans la salle de télévision pour écouter nos idées et voir quelques esquisses de motifs pour les broderies. Lorsqu'elles ont commencé à réaliser que les motifs représentaient tous des « produits » liés à leur travail de mères porteuses, elles se sont mis à rire, puis à apporter leurs propres idées. À nos idées de motifs d'injections, de transferts d'embryon et de dons d'ovules, se sont ajoutées leurs propres suggestions pour illustrer la gestation pour autrui – des images insistantes d'avions, de téléphones portables et de piments rouges.

Lorsque se tient la représentation de *Made in India*, les tissus ornés de leurs broderies sont tendus à une corde pour être présentés aux spectateurs, juste après qu'Amrita a proposé sa conception de la gestation pour autrui comme un travail, et des mères porteuses comme des travailleuses dotées de droits. Les spectateurs ont alors la possibilité de toucher ces broderies pendant l'entracte et de réfléchir au fait que chacun de ces ouvrages brodés représente une femme qui travaille comme mère porteuse en Inde. Dans la dernière partie de la représentation, les spectateurs peuvent se faire une opinion sur ce travail et poser des questions aux nombreux personnages qui interviennent dans cette réalisation.

> Made in India en tournée, 2013-2014

Made in India a eu beaucoup de succès dans les pays scandinaves. Le spectacle a été inauguré à l'automne 2012 à Stockholm. Après avoir tourné dans toute la Suède, en 2013 le spectacle a été présenté dans différentes villes du Danemark. Il existe désormais une version de *Made in India* pour les tournées. Amrita Pande et Ditte Maria Bjerg veulent présenter leur spectacle à des conférences et des festivals, pour montrer à titre d'exemple comment les artistes et les universitaires peuvent s'enrichir mutuellement. La représentation dure deux heures, avec notamment une séance de questions-réponses avec Amrita Pande, qui joue différents personnages impliqués dans le processus de gestation pour autrui. ■

Toute correspondance est à adresser à Amrita Pande <amritapande@gmail.com>.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter les informations, critiques et documents visuels sur www.globalstories.net

> La sociologie française au début du XXIe siècle

Bruno Cousin, Université de Lille 1, et **Didier Demazière**, CNRS et Sciences Po, Paris (France)

Le champ de la sociologie française et la profession de sociologue telle qu'elle s'exerce en France n'ont guère fait l'objet d'études sociologiques systématiques, comme cela a été le cas pour d'autres disciplines (on pense par exemple aux nombreux travaux sur les philosophes, et aux ouvrages de Frédéric Lebaron et de Marion Fourcade sur les économistes).

À défaut d'analyses d'ensemble, nous disposons néanmoins de monographies scientifiques sur les trajectoires de certaines des figures perçues comme les plus créatives intellectuellement ; mais aussi sur d'autres – comme Georges Friedmann et Georges Gurvitch – qui, bien que relativement peu connues aujourd'hui par les lecteurs non francophones, n'en ont pas moins joué un rôle crucial dans l'établissement académique de la sociologie en France durant les années d'après-guerre, faisant le lien entre les élèves d'Émile Durkheim (Marcel Mauss, Maurice Halbwachs) et les générations suivantes. Par ailleurs, il existe également de nombreux ouvrages de mémoires, d'ego-histoire ou d'auto-analyse de sociologues français parmi les plus influents du dernier demi-siècle : Raymond Aron, Georges Balandier, Luc Boltanski, Pierre Bourdieu, Michel Crozier, François Dubet, Henri Lefebvre, Henri Mendras, Edgar Morin, Pierre Naville, Gérard Noiriel et Dominique Schnapper se sont notamment (de façon plus ou moins extensive) prêtés à l'exercice. Ces textes, combinés avec des témoignages plus informels, les réflexions ponctuelles de nombreux collègues, les histoires officielles des départements et des centres de recherche, et nos observations directes, permettent d'esquisser les grandes lignes des principales évolutions que la sociologie française a connues au cours des dernières décennies.

La première de ces transformations est l'affaiblissement progressif des oppositions antérieures entre écoles de pensée – organisées autour d'un paradigme théorique fort, d'un chef de file et d'un centre de recherche (presque toujours parisien) – au profit d'une organisation professionnelle davantage thématique, tendant à favoriser les collaborations entre spécialistes d'un même objet. En effet, il n'y a plus aujourd'hui d'équivalent à la domination du quadriumvirat Bourdieu-Touraine-Crozier-Boudon, qui a structuré une grande partie du champ sociologique français du milieu des années 1970 jusqu'à la seconde moitié des années 1990 (c'est-à-dire durant la période qui suivit le déclin universitaire du matérialisme historique et le succès du structuralisme). Bien sûr, les désaccords scientifiques et les rivalités entre les continuateurs respectifs des uns et des autres sont loin d'avoir complètement disparu, et de nouvelles élaborations théoriques générales, jouissant d'une forte reconnaissance nationale et internationale, se sont pleinement affirmées depuis[1]. Néanmoins, dans l'ensemble, on assiste plutôt à une réorganisation des controverses et de la vie scientifiques par grands domaines thématiques : sociologie urbaine, économique, politique, de l'éducation, des migrations, etc.

Cette dynamique de spécialisation doit être reliée à la forte augmentation en France du nombre de chercheurs et d'enseignants-chercheurs durant les dernières décennies du XXe siècle, mais aussi à une ouverture internationale favorisée par un accès beaucoup plus aisé à la littérature scientifique du monde entier. La croissance des effectifs académiques incite les individus à se singulariser par des objets d'étude précis, en même temps qu'elle facilite la formation de sous-champs thématiques : chacun d'entre eux comptant désormais suffisamment de participants pour s'assurer une certaine autonomie. Parallèlement, la nécessité croissante de maîtriser la littérature internationale (c'est-à-dire, a minima, anglophone) et de dialoguer avec elle pour pouvoir publier dans les principales revues françaises, ainsi qu'en

>>

> **« il n'y a plus aujourd'hui d'équivalent à la domination du quadriumvirat Bourdieu-Touraine-Crozier-Boudon »**

anglais, a contribué à augmenter sensiblement le coût d'entrée dans chacun de ces sous-champs et donc à en renforcer les frontières.

De plus, au cours des quinze dernières années, certains des établissements les plus reconnus en sciences sociales – à commencer par Sciences Po, mais aussi l'EHESS – ont activement poursuivi une stratégie de rayonnement et d'attractivité internationaux, encourageant indirectement cette tendance à la fragmentation ; tandis que l'organisation interne de l'Association française de Sociologie (née en 2002) en réseaux thématiques l'a directement renforcée[2]. Par ailleurs, la spécialisation thématique s'est révélée plutôt compatible avec la valorisation de l'interdisciplinarité entre SHS présente dans une grande partie du monde académique français, qui continue à porter le projet de l'École des Annales d'unifier les sciences sociales. Et elle est aussi appréciée par les organisations faisant appel à des experts sectoriels.

En effet, depuis le début du XXIe siècle, les trois rôles que les sociologues français assument traditionnellement – savant se consacrant à sa recherche, conseiller des dirigeants, et/ou intellectuel critique – ont également connu des évolutions importantes. Le premier devait être renforcé par un certain nombre de réformes récentes censées rendre la recherche française plus « compétitive » à l'international ; mais la pénurie de postes de chercheurs et d'enseignants-chercheurs qui en a résulté de fait (voir le texte de C. Musselin dans ce numéro de *Dialogue Global*), la généralisation du financement par projets, et la multiplication de dispositifs bureaucratiques d'évaluation managériale venant se rajouter aux nombreuses instances d'évaluation par les pairs (voir le texte de F. Lebaron) ont contribué à réduire l'autonomie individuelle et collective des sociologues, comme de leurs collègues d'autres disciplines.

Leur influence en tant qu'experts et conseillers ne s'en est pas trouvée augmentée pour autant. Nombre d'entre eux sont bien sûr impliqués dans des commissions consultatives nationales ou locales, dans des think tanks, ou dans des entreprises de diffusion intellectuelle et de structuration du débat public. Mais, lorsqu'il s'agit d'orienter effectivement les politiques publiques, l'expertise sociologique est souvent réduite à un apport d'appoint par rapport à celle développée en interne par les technocrates de la haute fonction publique (dont la principale filière de formation, l'École Nationale d'Administration, n'accorde quasiment aucune place à la sociologie), et par rapport à l'économie, qui est reconnue par les décideurs comme une science de gouvernement beaucoup plus légitime et opérationnelle. Même s'il existe certains domaines de l'intervention publique, confrontés à des « questions sociales », ou de la vie des entreprises, autour de la gestion des ressources humaines, pour lesquels l'éclairage de la sociologie est considéré comme nécessaire (voir le texte de F. Neyrat).

Enfin, la dimension critique de la sociologie française et sa capacité à dénoncer les inégalités, les mécanismes d'exploitation, de domination, de discrimination et de reproduction sociale, et à armer ainsi conceptuellement les mouvements sociaux tout en inventant des alternatives à l'ordre social en vigueur, ont aussi connu une évolution au cours des dernières années. Depuis la mort de Pierre Bourdieu (en 2002), aucun autre chercheur ou chercheuse en sciences sociales n'a atteint un statut d'intellectuel critique généraliste comparable à celui qui était le sien, mais la tendance à la spécialisation thématique a favorisé la multiplication des sociologues engagés, parfois collectivement, comme « intellectuels spécifiques » (au sens que Michel Foucault donnait à cette expression). Leurs analyses et prises de position politiques sont souvent exposées dans les pages débats des principaux quotidiens nationaux, dans des revues d'idées ayant vocation à être lues hors du milieu académique, et dans des collections de petits essais apparues au cours des dernières années. En outre, en France comme ailleurs, se sont aussi multipliées les occasions de réflexivité sur les possibilités mêmes de production d'une pensée et d'une sociologie critiques ; avec parfois des effets sur la régulation de la profession de sociologue, comme lorsque l'association nationale a refusé de se doter d'une charte déontologique (voir le texte de R. Pudal). ■

Toute correspondance est à adresser à Bruno Cousin <bruno.cousin@univ-lille1.fr> et Didier Demazière <d.demaziere@cso.cnrs.fr>

[1] On pense notamment aux sociologies de la critique et des régimes d'action de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, ou à la théorie de l'acteur-réseau de Bruno Latour et Michel Callon, deux exemples habituellement inclus dans le courant foisonnant de la « sociologie pragmatique » française.

[2] À propos de l'AFS, voir B. Cousin et D. Demazière, « L'Association Française de Sociologie: A Young and Rallying Organization », *European Sociologist*, n°36, 2014, pp. 10-11 : http://europeansociology.org/docs/Newsletter/ESA_Newsletter_Summer%202014.pdf

> Carrières universitaires en déshérence

Christine Musselin, Sciences Po, CSO-CNRS (France)

En France, l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche se caractérise par la coexistence de trois catégories d'institutions : les universités, qui offrent des cursus du premier au troisième cycle et délivrent le doctorat ; les organismes de recherche, qui comprennent à la fois des organismes pluridisciplinaires comme le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et des instituts plus spécialisés comme l'Inserm pour la biologie, ou l'Inra pour l'agriculture et l'agronomie ; et enfin les « grandes écoles », qui forment l'élite française pour l'industrie, l'administration et l'économie, mais qui en général accueillent peu de doctorants. Les chercheurs français en sciences sociales, et notamment les sociologues, travaillent le plus souvent au sein des universités. Certains entrent au CNRS, mais cet organisme a toujours recruté moins d'universitaires que les universités elles-mêmes, et au fur et à mesure qu'augmente le nombre d'étudiants, l'écart se creuse de plus en plus nettement et rapidement. Certains sociologues occupent par ailleurs un poste dans des organismes de recherche spécialisés, mais c'est un phénomène assez marginal, ces organismes n'étant pas axés en priorité sur les sciences sociales[1].

Enfin, un petit nombre de sociologues travaille dans des écoles d'ingénieurs ou des écoles de commerce. En l'absence de données sur cette catégorie, et dans la mesure où leur carrière et leur salaire sont spécifiques à chaque école, cet article traitera plus particulièrement des universités, car c'est là que travaillent aujourd'hui en France la majeure partie des enseignants-chercheurs en sociologie.

Pour enseigner à l'université, il faut être titulaire d'un doctorat, et les candidats à un premier poste de maître de conférences (MCF) doivent obtenir la « qualification » de la section du Conseil national des universités correspondant à leur discipline. Il est important de noter qu'en France les MCF sont immédiatement titulaires de leur poste. Si les universités françaises ne pratiquaient traditionnellement pas le système américain du *tenure track* – c'est-à-dire une titularisation conditionnelle liée à une période probatoire –, certaines grandes écoles ont cependant récemment introduit ce mode de gestion des personnels. Parmi les 385 docteurs[2] en sociologie qui ont demandé une qualification en 2013, seuls 221 l'ont obtenue, et beaucoup d'entre eux – ainsi qu'un grand nombre de ceux qui avaient obtenu la qualification au cours des trois années précédentes (la qualification étant valable quatre ans) – ont concouru pour les 27 postes en sociologie ouverts cette année-là.

Le nombre de postes proposés par le CNRS étant très limité (cinq à six par an en moyenne), seul un faible pourcentage de docteurs en sociologie est concerné. En 2012, seulement 6,5% des docteurs qui avaient reçu cette année-là leur qualification ont été recrutés. Les maîtres de conférences nouvellement recrutés en 2012 avaient une moyenne d'âge de 35 ans, et 57% étaient des femmes. Ainsi, de nombreux docteurs « qualifiés » ne décrochent pas de poste à l'université ou au CNRS. Une étude récente montre que le milieu universitaire français intègre de préférence de nouveaux collègues jeunes, débutants et productifs, c'est-à-dire au parcours universitaire linéaire et qui ont terminé depuis peu leur doctorat. En conséquence, ceux qui ne sont pas recrutés rapidement après leur doctorat et enchaînent les postes de post-doc, ont de moins en moins de chances d'obtenir un poste de maître de conférences.

Outre les 192 heures de cours par an que doit assurer un maître de conférences, le nouveau venu se voit souvent attribuer les cours dont d'autres ne veulent pas, ainsi qu'un nombre non négligeable d'heures de service. Il est difficile dans ces conditions de maintenir une activité de recherche importante, a fortiori pour des recherches empiriques sur le terrain qui demandent du temps. Dans des

>>

> **“de nombreux docteurs ‘qualifiés’ ne décrochent pas de poste à l’université”**

villes comme Paris, où le coût de la vie est élevé, le salaire perçu par un maître de conférences (autour de 2.500 euros par mois au bout de quelques années) incite les nouvelles recrues à effectuer des heures supplémentaires, ce qui réduit d’autant le temps disponible pour leurs recherches – un phénomène qui pourrait expliquer pourquoi beaucoup de MCF le restent jusqu’à la fin de leur carrière, sans jamais devenir professeur des universités.

Pour être promu professeur des universités, il est nécessaire d’obtenir une *habilitation à diriger des recherches*, et de produire à cet effet une sorte de seconde thèse. Là encore, les candidats à un poste de professeur des universités doivent obtenir une « qualification » par la section du même Conseil national des universités correspondant à leur discipline. Le taux de qualification est relativement élevé (67% des candidats en 2013) et, ces dernières années, le processus de sélection n’a pas été aussi compétitif (21 postes proposés pour les 42 candidats nouvellement qualifiés en 2013 et ceux qualifiés depuis 2010). En 2012, 30% des candidats nouvellement qualifiés ont été recrutés comme professeurs. Les nouveaux professeurs recrutés en 2012 avaient une moyenne d’âge de 47 ans, et 41% étaient des femmes.

La concurrence pour accéder aux postes universitaires montre que la profession reste pour beaucoup attractive, bien qu’elle ne soit pas particulièrement bien rémunérée. Les salaires varient de 2.100 euros par mois pour un maître de conférences à 6.000 euros par mois pour un professeur des universités confirmé. L’évolution du salaire dépend en partie de l’ancienneté mais plus encore de si l’on est ou non promu professeur et de la rapidité de la promotion. En sciences sociales, ceci intervient toutefois généralement plus tard que dans les autres domaines scientifiques.

La situation des universitaires français – et notamment des sociologues – a considérablement changé à la suite des réformes intervenues ces dernières années dans la gouvernance des universités. Les professeurs de l’enseignement supérieur restent des fonctionnaires dont le statut est défini à l’échelle nationale par l’État, mais de plus en plus de compétences ont été déléguées aux universités. Depuis 2007, le budget et la gestion de leurs ressources humaines relèvent de la compétence des universités, avec pour conséquence d’assimiler de plus en plus les membres du corps enseignant à des employés de l’institution pour laquelle ils travaillent. Dans le même temps, le développement de l’évaluation, de la recherche sur projets et de l’allocation des budgets en fonction des performances, a permis aux universités de disposer de plus d’informations sur leur personnel et de fonder davantage les promotions institutionnelles sur le mérite. Cette évolution a conduit dans une certaine mesure à accentuer la différenciation entre ceux qui s’adaptent avec succès aux nouvelles règles du jeu et les autres, ainsi qu’à accroître les différences entre les disciplines, certaines ayant plus de facilité que d’autres pour répondre aux nouvelles exigences. Il est trop tôt pour savoir si cette décentralisation des décisions relatives au financement des universités et ce contexte de concurrence accrue seront bénéfiques aux sociologues, mais c’est une évolution à suivre de près dans les années à venir. ■

Toute correspondance est à adresser à Christine Musselin
<christine.musselin@sciencespo.fr>

[1] Qui plus est, à la différence du CNRS (et de l’Inserm), les laboratoires de recherche des instituts de recherche spécialisés ne sont pas installés dans les universités, alors qu’environ 85% des chercheurs du CNRS – et presque tous ceux qui travaillent dans le domaine des sciences sociales – sont actifs dans des unités de recherche qui dépendent à la fois du CNRS et des universités.

[2] Tous les chiffres proviennent des statistiques du Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche : http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24586/concours-emploi-et-carrieres.html (9 mai 2014).

> L'évaluation de la recherche dans la sociologie française

Frédéric Lebaron, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (France)

Comme sans doute dans la plupart des pays, les sociologues français consacrent une part importante de leurs activités quotidiennes à évaluer les travaux des autres, et à répondre aux évaluations de leurs propres travaux. Cette activité quasi-universelle prend cependant en France des formes spécifiques qui sont liées à l'organisation générale de l'enseignement supérieur et de la recherche, et aux habitudes intellectuelles nationales.

> L'évaluation des doctorats et habilitations à diriger des recherches

La thèse de doctorat est évaluée en France de façon très spécifique. Le document, volumineux (en général plus de 300 pages, parfois près de 1000 pages), est soumis aux futurs membres du jury, qui sont souvent au nombre de cinq ou six enseignants-chercheurs, en comptant le directeur de thèse. Parmi ceux-ci, deux sont des « rapporteurs » extérieurs à l'université du candidat, qui peuvent décider de refuser la soutenance de la thèse. Si les deux rapporteurs acceptent le document, chacun des membres du jury, en commençant par le directeur de thèse, la commente lors de la soutenance avant de poser des questions au candidat, durant un rituel assez long (trois heures environ). L'enjeu est ensuite l'attribution des « félicitations du jury » à côté de la plus haute mention, « très honorable ». Cette attribution suppose l'unanimité du jury, sanctionnée par un vote à bulletin secret. Un long rapport de thèse est ensuite rédigé par le président du jury, en pratique sur la base des interventions de chacun de ses membres durant la soutenance. Il a un rôle important dans les carrières futures.

Le principal enjeu s'agissant des thèses est le caractère à la fois décisif et arbitraire de l'attribution des « félicitations du jury », pratique d'ailleurs abandonnée par certaines universités. Du côté de la sociologie, on observe un soin accru apporté à la rédaction du rapport de thèse, qui permet en général de se faire un avis assez précis de la « qualité » de celle-ci, avec des nuances en fonction des membres du jury qui éclairent la nature de la contribution du candidat.

> L'évaluation des productions scientifiques (articles, livres, rapports…)

Ces dernières années, l'évaluation des articles reçus dans les revues a connu une assez nette évolution. Cette évolution va dans le sens d'une forme de « normalisation » des pratiques selon les standards internationaux : anonymat des auteurs, rapports anonymes détaillés d'au minimum deux *referees*, respect de délais raisonnables pour la remise des rapports et des articles, etc. Cela découle aussi de l'intensification de la pression à la publication aux différents niveaux de la carrière.

La publication en anglais reste marginale dans les revues françaises mais elle constitue l'un des enjeux majeurs de l'évaluation des chercheurs et des institutions, ce qui a évidemment des effets sur les revues. Certaines d'entre elles font ainsi des sélections d'articles pour traduction en anglais, afin de rendre plus visibles les résultats jugés originaux de la sociologie française.

L'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) a promu une liste de revues – en différentes langues – entrant dans le périmètre scientifique de la discipline. Mais, en pratique, des jugements qualitatifs sur « les revues centrales » continuent d'être régulièrement mis en œuvre, et entretiennent des tensions autour des listes de revues, de leur caractère « sociologique » ou non, et bien sûr de leur « qualité ».

Il est à noter que la publication de livres reste importante : les thèses sont souvent publiées, et les ouvrages, individuels ou collectifs, structurent fortement le débat professionnel, les enseignements, etc.

> Carrières et institutions

L'entrée dans la carrière en tant que futur titulaire est sanctionnée par les décisions des établissements (univer-

>>

> **“les indicateurs, fondés sur l’insertion professionnelle, sont largement insuffisants”**

sités, CNRS) sur la base de l’évaluation faite par des « comités de sélection » dans les universités ou d’une section du « comité national » dans le cas du CNRS. À l’entrée, la thèse et le rapport de thèse ont sans aucun doute un poids important, mais on observe une montée en puissance du critère de la publication d’articles, à côté de l’enseignement et de l’implication collective.

Il faut distinguer ensuite l’évaluation des chercheurs (CNRS et organismes comparables), qui est très régulière, et celle des universitaires, qui est liée à des points de passages (qualification aux fonctions de maître de conférences ou de professeur, promotions de ces derniers). Dans les deux cas, une instance nationale, composée de représentants élus et de représentants nommés, est chargée de procéder collectivement à cette évaluation. Elle est le lieu de nombreux débats autour des critères, des revues, etc.

Dans le cas des universités, le Conseil National des Universités a été le lieu de conflits professionnels aigus. La nécessité de poser explicitement des normes minimales, notamment en matière de travail empirique et de qualité des publications, n’est pas partagée par tous les sociologues, même si elle apparaît largement majoritaire. De plus, comme les sociologues refusent, là encore dans leur immense majorité, l’application de normes standardisées fondées sur la bibliométrie, l’explicitation de leurs critères d’évaluation est un chantier complexe qui suppose d’adopter une perspective à la fois multidimensionnelle et ouverte. D’où la nécessité de débattre en permanence de façon approfondie au sujet de chacune des composantes du métier : enseignement, recherche, valorisation, animation de la vie collective et responsabilités, en pondérant les critères, sans appliquer de métrique simplificatrice à aucun d’entre eux.

Enfin, les laboratoires sont évalués (jusqu’ici par l’AERES) sur la base des publications de leurs membres, mais aussi de critères tels que le fonctionnement interne et la gouvernance, le dynamisme en matière de séminaires, etc. Il n’existe pas comme dans d’autres pays de classement national précis des laboratoires et a fortiori des départements. Les palmarès des formations, promus par le ministère, sont fondés sur des critères tels que l’insertion professionnelle des étudiants et sont donc avant tout liés à la vitalité des masters professionnels.

> Pour une évaluation pluraliste et exigeante

Le développement futur d’une sociologie française toujours aussi riche et novatrice suppose tout d’abord que soit promue à l’échelle internationale une conception multidimensionnelle de la qualité de la recherche et des publications. Cela implique par exemple de refuser l’hégémonie absolue de la langue anglaise et toutes les asymétries et pertes de spécificités qu’elle entraîne. Cela suppose parallèlement le refus de l’utilisation de la bibliométrie sous la forme d’une métrique dominante simplifiée de l’évaluation des chercheurs et des laboratoires, au profit de formes d’objectivation plus fines et sensibles aux caractéristiques de ces produits singuliers que sont les travaux sociologiques. Le rejet de toute forme de sectarisme d’école ou de courant est également fondamental.

D’énormes efforts doivent être faits pour garantir tout à la fois le dynamisme des productions scientifiques dans les langues nationales et les échanges accrus dans différentes langues, ce qui implique des traductions et la diffusion des connaissances sur des bases plus égalitaires.

De plus, l’attention aux critères autres que la publication dans l’évaluation individuelle et collective est un élément crucial pour l’avenir de la discipline. La qualité des formations est évidemment une composante décisive, et les indicateurs fondés sur la seule insertion professionnelle des étudiants sont largement insuffisants en la matière : ils doivent être pris en compte, mais surtout mieux mesurés et mieux interprétés. Par ailleurs, la contribution à la vie des collectifs, la qualité de la « gouvernance démocratique », celles des conditions de travail et de déroulement des carrières, notamment pour les jeunes entrants soumis à des forces de précarisation très lourdes, devraient aussi être mieux prises en compte. ■

Toute correspondance est à adresser à Frédéric Lebaron <frederic.lebaron@uvsq.fr>

> Profession sociologue

Frédéric Neyrat, maître de conférences, Université de Limoges (France)

La sociologie est depuis les années 1960 l'objet d'une sorte de procès en professionnalisation. Dès la première massification de l'enseignement supérieur, les effectifs inscrits en sociologie crûrent fortement. Discipline « nouvelle » par rapport aux humanités et sciences humaines classiques, elle suscita d'emblée des réserves dans une période où les débouchés professionnels (et dès lors aussi les programmes d'enseignement) étaient essentiellement pensés par rapport aux concours de recrutement des enseignants du second degré. Or la sociologie, à la différence par exemple de l'histoire ou de la géographie, n'est pas une discipline « à concours » : les liens avec le Capes et l'agrégation de sciences économiques et sociales, créés respectivement en 1969 et 1977 pour sélectionner les enseignants de lycée dans ces disciplines, sont ténus.

Mais les doutes exprimés sur l'avenir professionnel des étudiants engagés dans des études de sociologie s'expliquaient aussi par des raisons plus politiques : un certain nombre des étudiants contestataires du mouvement de mai 1968 étaient sociologues. Pour ceux qui dénonçaient, à l'instar du sociologue et philosophe Raymond Aron (*La révolution introuvable. Réflexions sur la Révolution de Mai*, Paris, Fayard, 1968), le « délire collectif » que constituait la « révolution de mai », l'une des causes en était l'« encombrement des universités » et le « manque de débouchés » qui en résultait. Depuis, à intervalles assez réguliers, des journalistes ou hommes politiques réactualisent ce discours : la sociologie serait emblématique de l'absence de débouchés des filières de lettres et sciences humaines, ce que les dernières études du Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (CEREQ) invitent pourtant à relativiser en considérant le devenir des diplômés de licence et de master.

Toutefois, c'est bien sûr au niveau du doctorat qu'il est plus intéressant encore d'apprécier l'insertion professionnelle des sociologues, ou plutôt l'insertion professionnelle comme sociologue, ce qui peut d'ailleurs être considéré comme un indicateur de la qualité de l'insertion. On pense alors immédiatement aux emplois d'enseignants-chercheurs et de chercheurs dans les grands organismes publics. Incontestablement la sociologie a bénéficié de la seconde massification de l'enseignement supérieur : les effectifs d'enseignants-chercheurs en sociologie ont progressé plus rapidement que pour l'ensemble des disciplines (multiplication par 3,02 contre 2,13 pour l'ensemble) entre 1984 et 2010. Il reste que la période récente est beaucoup moins favorable pour la sociologie, comme pour pratiquement l'ensemble des disciplines universitaires. C'est tout l'emploi scientifique français qui est en déclin. Pour les recrutements universitaires, toutes disciplines confondues, comme pour ceux opérés par le CNRS, la baisse est drastique : près de -25% en moins de 5 ans (passant de 2000 à 1500 enseignants-chercheurs recrutés annuellement, et de 400 à 300 chercheurs pour le CNRS).

Parallèlement, la précarité progresse dans la recherche comme dans l'enseignement supérieur. Une partie croissante de la recherche publique est en France financée sur appel à projets, notamment par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Des « post docs » sont ainsi créés mais par nature la position de ceux qui les occupent est précaire. Ce sont aussi les universités qui sont tentées de déroger au recrutement d'enseignants-chercheurs statutaires. Depuis 2007 (et la loi LRU), elles ont la possibilité de recruter des agents sur des contrats permanents de droit privé pour assurer « des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche ». Et, depuis 2012, on voit les universités y recourir de façon croissante. En effet, compte tenu de la façon dont l'« autonomie » a été concédée aux universités (l'État s'est désengagé financièrement, comme le montre Thomas Piketty dans un article récent, « Faillite silencieuse à l'université », *Libération*, 18 novembre 2013), près d'un quart des universités (dont de grands établissements reconnus interna-

>>

> **“près d’un quart des universités sont en quasi-faillite”**

tionalement) sont en quasi-faillite et sont tentées de créer des postes « hors statut », beaucoup moins coûteux et qui ne les engagent pas sur le long terme.

Mais l’avenir des sociologues ne se restreint heureusement pas à la sphère académique. Les sociétés d’études et de conseils, revendiquant des compétences en sociologie, se sont multipliées ces dernières années. À l’origine de ce développement, la demande croissante d’études, et plus encore d’évaluations. Dans le domaine de l’urbanisme et de l’aménagement, ces études préalables sont obligatoires : les équipes qui les conduisent doivent être pluridisciplinaires et en fonction de l’importance du projet et de ses enjeux, il leur est enjoint de recourir à un sociologue. C’est notamment le cas pour les « projets de rénovation urbaine », en particulier dans les « zones urbaines sensibles » où l’opérateur doit faire évaluer l’impact du projet d’aménagement en termes de mixité sociale.

Un autre marché des cabinets d’études et des consultants indépendants est l’évaluation des politiques publiques. En matière de santé, les sociologues seront amenés à travailler par exemple sur la prise en charge de la dépendance des personnes âgées. Ce sont également les politiques éducatives, les politiques culturelles et les politiques sociales qui donnent lieu à des évaluations régulières, commanditées par l’État ou des collectivités territoriales. Ce sont enfin les entreprises qui alimentent cette demande d’études : évaluation des risques psychosociaux (stress, harcèlement, suicide, etc.), organisation du travail (réorganisation, plans sociaux, délocalisations, etc.), promotion de l’égalité hommes/femmes, lutte contre les discriminations au sein de l’entreprise.

Il n’y a néanmoins pas que des sociologues sur le marché des études et du conseil sur ces questions spécifiques. Les études sont souvent pluridisciplinaires et les sociologues sont de fait en concurrence avec d’autres spécialistes, pouvant d’ailleurs eux-mêmes se qualifier de sociologues, le titre n’étant pas protégé en France. Une forme de protection vient cependant de leur spécialisation croissante liée à la création de filières professionnelles de niveau master, centrées sur l’apprentissage du métier de sociologue. La maîtrise conjointe des méthodes quantitatives et qualitatives semble être une compétence de plus en plus appréciée et recherchée, au-delà des spécialisations dans certains domaines (politique de la ville, santé, intervention sociale, etc.).

Une partie des sociologues des cabinets d’études sont aussi des docteurs qui ont renoncé (provisoirement ou définitivement), du fait de la situation de l’emploi scientifique, à une carrière académique. Des liens forts existent cependant entre eux et le monde académique. Un certain nombre d’enseignants et de chercheurs soutiennent ces sociétés d’études en participant à leur conseil scientifique. Et parallèlement, il arrive souvent que ces chargés d’études sociologiques soient également chargés de cours à l’Université.

Enfin, soulignons pour finir que, au-delà de tous ceux qui se définissent comme sociologues parce qu’ils exercent ce métier en tant qu’enseignant, chercheur, universitaire, ou chargé d’études, il faudrait pouvoir aussi prendre en compte tous ces professionnels qui ont suivi une formation en sociologie, à un moment ou à un autre de leur parcours, et dont le « regard sociologique » est valorisé dans l’exercice de leur activité. Malheureusement, les données manquent aujourd’hui pour pouvoir en parler à l’échelle de la France. ■

Toute correspondance est à adresser à Frédéric Neyrat
<frederic.neyrat@gmail.com>

> Pourquoi la recherche sociologique française n'a pas de charte déontologique ?

Romain Pudal, CNRS (CURAPP-ESS), Amiens (France)

Contrairement à ce qui se pratique dans de nombreux pays, l'Association Française de Sociologie (AFS) a rejeté l'adoption d'une charte réglementant le métier de sociologue lors de son Congrès en 2011. Auparavant, la question de la rédaction puis de l'adoption d'une charte avait été débattue pendant plusieurs années au sein de l'AFS : des groupes de travail avaient été constitués, des travaux préparatoires inspirés d'autres chartes existantes (notamment nord-américaines) avaient vu le jour, des débats avaient été suscités.

Le principe d'une charte dite « déontologique » a largement été porté par un groupe de sociologues travaillant hors de l'enseignement supérieur et de la recherche (cabinets privés, administrations, etc.) confrontés à des univers professionnels dans lesquels des chartes de toutes natures existent. C'est en suivant cette triple inspiration – chartes d'autres associations de sociologues, chartes régissant les activités de conseil ou d'expertise, et chartes utilisées en médecine ou dans les sciences expérimentales pour informer et protéger les sujets soumis aux expérimentations – que des textes successifs de charte déontologique ont été élaborés.

Dès le début, les débats ont été houleux et l'intervention de M. Burawoy lors du Congrès de Paris en 2009 à propos de son enquête *The Colour of Class on the Copper Mines: From African Advancement to Zambianization* (Manchester University Press, 1972) a renforcé les positions de celles et ceux qui étaient hostiles à une charte réglementant strictement le métier de sociologue. M. Burawoy avait en effet expliqué que son enquête sur les discriminations en Zambie aurait été tout simplement impossible s'il avait dû se soumettre à une procédure extrêmement codifiée et entièrement « transparente » pour les acteurs sociaux concernés.

Le texte définitif de la proposition de charte (*cf.* http://www.afs-socio.fr/sites/default/files/congres09/FormCharte.html) a été présenté et débattu lors du Congrès de 2011 à Grenoble. La charte comportait essentiellement deux volets ; l'un avait trait aux « bonnes pratiques » professionnelles à promouvoir et garantir dans l'organisation du travail académique : droits et devoirs respectifs des doctorant-e-s et de leurs directeurs-trices de thèse par exemple, condamnation du plagiat, vigilance à l'égard des formes d'exploitation, de précarisation, de harcèlements, de souffrance au travail, etc. qui peuvent exister aussi dans l'enseignement supérieur et la recherche. Sur ces principes, il y eut quasi unanimité. Néanmoins, plusieurs critiques portèrent sur le peu d'efficacité juridique d'une charte pour régler d'éventuels différends. Fallait-il créer une sorte d'Ordre des sociologues ? Qui le composerait et comment s'assurer de la légitimité de cet Ordre ? Comment serait-il saisi et quels seraient ses moyens d'action voire de sanction ? Fallait-il envisager de bannir de l'AFS un-e collègue reconnu-e « coupable » de telle ou telle « exaction » ? Ces questions mirent en lumière le fait qu'il était difficile de s'entendre sur des principes de régulation définissant le métier de sociologue et encore plus, sur des collègues qui pourraient siéger dans un « Conseil de l'Ordre » de la profession ; d'autre part, l'adoption d'une charte ne donnerait aucun moyen légal de coercition et de sanction.

En revanche, un second volet du texte, consacré notamment à ce que certains considèrent comme de « bonnes pratiques » de la recherche en sciences sociales, a été beaucoup plus fortement critiqué. Les paragraphes qui ont le plus cristallisé les inquiétudes et les désaccords ont été les suivants :

> « Les sociologues ont la responsabilité d'expliquer clairement leur travail de recherche aux personnes qui vont y participer. Pour pouvoir décider en toute connaissance de causes de leur participation, elles doivent être informées en des termes compréhensibles des points suivants : le sujet de la recherche, son but, qui en est responsable, qui l'effectue, qui la finance, et comment les résultats seront diffusés et utilisés. Les sociologues ne peuvent utiliser des matériels d'enregistrement des données (magnétophones, caméras etc.) qu'avec l'accord des participants à la recherche. Quand ils enregistrent ou filment des situations, ils doivent expliquer aux participants à la recherche pourquoi ils le font ».

>>

> ***« la liberté dans le travail d'enquête sociologique a été réaffirmée »***

Celles et ceux qui défendaient ces « articles » largement inspirés de disciplines comme la médecine, la biologie ou la psychologie, entendaient promouvoir la transparence de l'enquête sociologique et protéger les enquêté-e-s contre les (més)usages qui pourraient être faits des informations et données recueillies par le/la sociologue. Pour louables que soient ces principes, ils ont néanmoins rapidement suscité débats et polémiques, dont on trouvera l'essentiel dans l'ouvrage coordonné par Sylvain Laurens et Frédéric Neyrat : *Enquêter : de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales* (Éditions du Croquant, 2010).

Les opposants à la charte se concentrèrent notamment sur la défense de la « recherche à couvert » – enquêtes réalisées en dissimulant aux enquêtés tout ou partie des raisons de l'enquête et/ou du statut réel du sociologue dont certains exemples célèbres font partie des classiques des sciences sociales (on a cité l'ouvrage de M. Burawoy, on peut aussi penser aux travaux de Donald Roy à l'usine, de Paul Willis dans *Learning to Labor: How Working Class Kids Get Working Class Jobs*, Columbia University Press, 1977 ou au très discuté et contesté ouvrage de Laud Humphreys sur « le commerce des pissotières » et bien d'autres enquêtes…). Permettre aux sociologues de faire ce type d'enquêtes, ne pas soumettre celles-ci aux contraintes d'une charte qui pourrait être utilisée par exemple par des « *Institutional review boards* » qui ne seraient pas composés de pairs, garantir la liberté du sociologue en soumettant son travail – dans ses dimensions méthodologiques, théoriques et éthiques – au jugement de ses pairs exclusivement, tout ceci est apparu à beaucoup comme un impératif du travail en sociologie.

Ces débats ont enfin permis de poser des questions dont les réponses ont progressivement paru évidentes : pouvait-on sérieusement penser enquêter sur les pratiques discriminatoires de certaines institutions, des phénomènes de corruption (politique, économique, journalistique…), certains lieux de pouvoir discrets (cabinets ministériels, patronat…), des univers sociaux particulièrement rétifs à tout regard extérieur (la grande bourgeoisie par exemple), en se soumettant aux impératifs de recherche inscrits dans la charte ? Évidemment non.

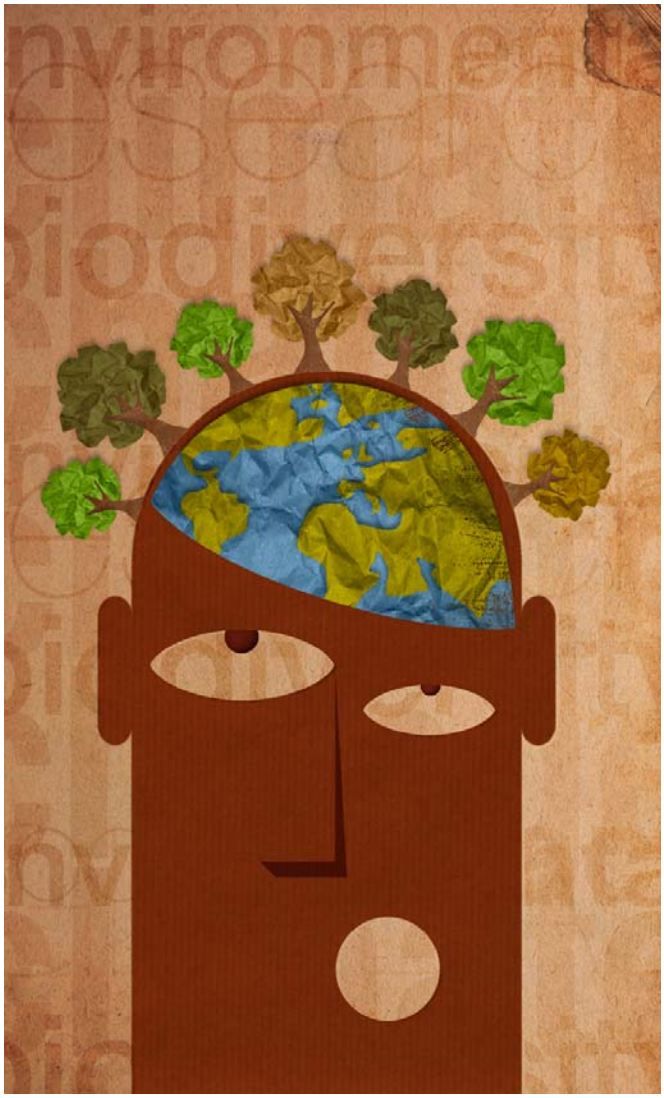
Malgré les débats, ces passages ont été maintenus, suscitant une hostilité grandissante des sociologues français soucieux de défendre la possibilité de l'enquête à couvert. Que des questions éthiques, déontologiques et épistémologiques se posent à son sujet, chacun en a convenu ; mais qu'une charte de l'AFS puisse venir entraver le travail d'enquête a été vu comme une soumission à des injonctions politico-administratives inadmissibles et une impasse pour le travail sociologique.

La charte fut donc rejetée ; en réaffirmant la liberté dans le travail d'enquête sociologique, les sociologues français ont donc tenu à rappeler qu'une partie de leur tâche consiste à dévoiler les multiples inégalités et phénomènes de domination à l'œuvre dans le monde social, et que le produit de leurs recherches était de toute façon soumis avant publication au jugement de leurs pairs. ■

Toute correspondance est à adresser à Romain Pudal
<romain.pudal@free.fr>

> Le rôle des sciences sociales face au changement environnemental global

Stewart Lockie, Université James Cook (Australie) et ancien président du comité de recherche « Environnement et Société » (RC24) de l'ISA



Le potentiel inexploité de la sociologie face au défi environnemental global.
Illustration : Arbu.

Nous nous plaignons souvent, en tant que sociologues, que nos contributions potentielles à la recherche et à la gouvernance environnementales ne soient pas prises en considération ; que l'on s'adresse en priorité aux sciences naturelles pour participer aux processus décisifs d'analyse et d'élaboration des politiques ; et que l'on nous consulte en général pour répondre à des questions limitées sur les « conséquences sociales » ou les « obstacles à l'adoption » d'une mesure donnée. Et, phénomène plus exaspérant encore, nous voyons des scientifiques qui ne sont pas des spécialistes des sciences sociales – des biologistes ou des ingénieurs par exemple – qui diffusent des théories sur les dimensions sociales du changement environnemental directement empruntées à la théorie des systèmes appliquée à l'écologie et à la cybernétique.

Comment expliquer ce mépris apparent pour l'expertise et le point de vue des sociologues ? Les préventions contre notre discipline y sont sans doute pour quelque chose, mais plus encore, je pense, les questions dérangeantes que posent les sociologues sur le pouvoir, les inégalités et la démocratie. Mais quelle part de responsabilité avons-nous à cet égard ? Cela tient-il aux savoirs que nous produisons ? Aux publics que nous cherchons à faire réagir ?

D'après le CISS (Conseil international des Sciences sociales, ISSC en anglais), la réponse est « oui, en bonne partie ». Tous les trois ans, le CISS publie un rapport actualisé sur les grands enjeux et les tendances majeures dans le domaine des sciences sociales. Le rapport de 2013, *Changing Global Environments*, contient un résumé des contributions de différentes disciplines des sciences sociales sur le thème du changement environnemental global ainsi qu'un exposé des mesures à prendre pour accroître la contribution des sciences sociales face aux défis posés par les changements environnementaux.[1]

>>

Changing Global Environments comprend les contributions d'associations de sociologie comme l'ISA ainsi que des initiatives interdisciplinaires de recherche sociale comme celle de l'International Human Dimensions of Environmental Change Program (Programme international sur les dimensions humaines des changements de l'environnement planétaire). Le nombre et la variété des initiatives évoquées tout au long du rapport sont à première vue impressionnants. Mais, alors même que le changement environnemental global se trouve au cœur de nombreuses crises politiques et économiques, il n'est pas parvenu à retenir l'attention de la majorité des spécialistes en sciences sociales.

Les analyses bibliométriques sont utilisées dans *Changing Global Environments* pour montrer que les sociologues sont fondamentalement absents de la recherche sur les changements environnementaux. En faisant une recherche des articles où apparaissent les expressions « changement climatique », « politique climatique », « changement environnemental », « développement durable », « biodiversité », etc. dans la base de données du Thompson Reuters Web of Science™, on constate que malgré le nombre croissant d'articles sur le changement environnemental global, ceux-ci ne représentent qu'une faible part de l'ensemble des travaux de recherche en sociologie.

Je pense cependant que les analyses bibliométriques sous-évaluent systématiquement l'intérêt que portent les sociologues – comme chercheurs, enseignants et, surtout, comme citoyens – aux questions liées à l'environnement et à la soutenabilité. Un simple coup d'œil sur les comités de recherche et groupes thématiques et de travail de l'ISA qui travaillent sur ces questions donne une idée de l'intense activité de ces communautés de chercheurs qui participent à toutes sortes de projets, de débats et d'activités politiques, mais aussi de celle des mouvements sociaux et des mouvements associatifs. Les sociologues apportent régulièrement leur contribution à des revues multidisciplinaires comme *Global Environmental Change* et *Local Environment*, au sein desquelles ils jouent parfois un rôle de premier plan. En outre, nombre d'expériences de recherche multidisciplinaire, participative et de recherche-action (*action research*) – en particulier dans les pays du Sud global – ne parviennent jamais à passer le filtre des comités de lecture et des facteurs d'impact des revues qui commandent l'accès au dit Web of Science™ – un problème auquel le comité de recherche de l'ISA « Environnement et Société » espère remédier avec sa nouvelle revue *Environmental Sociology*, dont le premier numéro devrait paraître début 2015.

Changing Global Environments avance néanmoins des propositions intéressantes pour étendre l'influence des sciences sociales.[2] Ces « pierres angulaires du changement » – c'est-à-dire les questions clés auxquelles les sciences sociales doivent s'efforcer de répondre si l'on entend mener des transitions éthiques et équitables vers un monde durable – comprennent notamment les points suivants :

1. ***La prise en compte de la complexité historique et contextuelle :*** Dans quelle mesure les phénomènes actuels de changement environnemental global sont-ils déterminés par telle ou telle politique économique ? Comment se conjuguent-ils avec d'autres phénomènes tels que les migrations et les conflits ? Quelles différences observe-t-on entre les expériences de changement environnemental selon le lieu, le temps, la classe sociale, le genre, l'appartenance ethnique, la religion, etc. ?

2. ***Les conséquences :*** Quelles sont les conséquences du changement environnemental global sur les individus et les communautés ? Comment sont-elles réparties ? Comment les gens réagissent, s'adaptent, et innovent face au changement environnemental ?

3. ***Les conditions et les perspectives du changement :*** Qu'est-ce qui motive le changement à l'échelle individuelle et collective ? Quel est le lien entre transformation sociale, politiques sociales et processus démocratiques ? Comment les sciences sociales peuvent-elles contribuer à parvenir à un consensus sur ce que serait un changement socialement souhaitable ?

4. ***L'interprétation et la compréhension subjective :*** Comment les gens comprennent-ils le changement environnemental et qu'est-il possible de faire pour qu'ils en sachent plus sur ce sujet ? Quelles sont les présupposés et les lacunes qui sous-tendent les choix et les comportements des gens ? Inversement, qu'est-ce qui est à l'origine de l'indifférence, du scepticisme et de la résistance aux changements en profondeur ?

5. ***Les responsabilités :*** Qui devrait assumer le coût des actions à mener concernant le changement environnemental ? Comment faire pour que les populations les plus vulnérables puissent recevoir de l'aide à la fois pour contribuer aux mesures prises pour faire face au changement environnemental et en bénéficier ?

6. ***La gouvernance et le processus décisionnel :*** Comment les décisions sont-elles prises dans un contexte d'incertitude ? Dans quelle mesure différentes approches des phénomènes et problèmes liés à l'environnement peuvent aider à trouver des accords sur le plan politique ? Quels types de mécanismes institutionnels permettent de faciliter le dialogue entre responsables politiques, scientifiques et autres ?

Il ne s'agit pas de proposer un simple programme permettant aux sciences sociales d'intervenir dans l'élaboration des politiques, mais de rendre les sciences sociales « plus audacieuses, efficaces, importantes et novatrices ». Les sciences sociales doivent être à même de : présenter

>>

une conception nouvelle du changement environnemental comme processus social ; influer sur les agendas politiques et participer à la résolution des problèmes du monde réel ; mobiliser les spécialistes des sciences sociales face aux défis posés par le changement environnemental global ; et veiller à une pratique réflexive des sciences sociales.[3]

Sans négliger la réflexion et l'innovation théoriques, l'ambition est de permettre au travail conceptuel de répondre aux questions posées par cette transformation en profondeur par le biais d'échanges avec les autres disciplines et parties intéressées. C'est précisément ce à quoi s'appliquent déjà de nombreux sociologues et leurs collègues en sciences sociales – comme il apparaît dans *Changing Global Environments* et d'autres études.[4] Karen O'Brien, par exemple, préconise de développer des conceptions plus approfondies sur le changement environnemental global, en réalisant une synthèse entre ce qu'on appelle *Earth system science* (étude de la Terre en systèmes) et une interprétation plus sophistiquée de l'action humaine, réflexive et non linéaire.[5] John Urry étudie les possibilités que recèle un comportement réflexif en matière de consommation pour stimuler l'innovation et inverser la tendance à l'intensification dans l'usage des matières premières et de l'énergie.[6] En haut de l'échelle sociale, Alberto Martinelli propose un modèle de gouvernance internationale dans lequel pays démocratiques, organismes supranationaux, entreprises responsables, ONGs et mouvements collectifs travaillent de pair avec les milieux scientifique et de la recherche pour assurer des processus décisionnels démocratiques et valables sur le plan théorique et pratique.[7] Enfin, plusieurs auteurs s'intéressent aux potentialités d'un apprentissage collectif en matière de justice environnementale et sociale.[8]

Tous ces exemples offrent un contraste saisissant avec ce que j'appelle la « sociologie auto-référentielle », c'est-à-dire des travaux théoriques sans autres références significatives que des travaux analogues de théorie sociologique. Un langage obtus et de complexes abstractions cachent souvent ce qui, à y regarder de plus près, ne sont que des hypothèses simplistes et sans fondement. Pour aller au-delà d'une sociologie auto-référentielle, il faut que n'ayons pas peur de nous impliquer fortement – si ce n'est individuellement, au moins collectivement, c'est-à-dire de collaborer avec d'autres, de créer en commun des savoirs, et de contribuer au changement social de façon constructive. Il ne s'agit pas simplement d'une question d'éthique (aussi importante soit-elle), mais aussi de validité. La multidisciplinarité, l'intégration et la collaboration sont nécessaires sur le plan épistémologique si l'on veut que la recherche sociologique inspire les processus dynamiques de transformation sociale et environnementale.

Les voies à suivre pour participer de manière significative au changement social et environnemental ou à des programmes de recherche qui y sont liés ne sont pas toujours évidentes. Certaine voies comportent des risques, que ce soit au niveau professionnel ou personnel. D'autres sont inaccessibles. *Changing Global Environments* met en avant certaines initiatives visant à impliquer davantage les spécialistes des sciences sociales, comme c'est le cas, en particulier, de Future Earth, un projet piloté depuis dix ans par le CISS, le Conseil international pour la Science (en anglais, ICSU), l'UNESCO, le Belmont Group et d'autres.[9] J'encourage vivement tous ceux et celles qui s'intéressent au changement environnemental global à souscrire à la newsletter publiée par Future Earth, à faire part de leurs observations sur les propositions qui sont avancées et à envisager de participer à des opérations comparables – voire à en lancer de nouvelles. Comme le fait valoir *Changing Global Environments*, pour que se développent des initiatives telles que Future Earth, il faut que les spécialistes des sciences sociales posent des questions sur le pouvoir, les inégalités et la démocratie de manière intelligente et constructive. Si je ne partage sans doute pas l'opinion selon laquelle les sociologues ont été jusqu'ici absents de la recherche sur le changement environnemental global, je suis en revanche totalement d'accord avec le fait qu'il nous faut développer des sociologies plus audacieuses, efficaces, importantes et, peut-être même novatrices. ■

Toute correspondance est à adresser à Stewart Lockie
<stewart.lockie@jcu.edu.au>

[1] ISSC et UNESCO (2013) *World Social Science Report 2013: Changing Global Environments*. OECD Publishing et UNESCO Publishing, Paris. Disponible sur http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/world-social-science-report-2013_9789264203419-en

[2] Ces propositions ont d'abord été étudiées dans : Hackmann, H. et St. Clair, A. (2012) *Transformative Cornerstones of Social Science Research for Global Change*. International Social Science Council, Paris. Disponible sur http://www.igfagcr.org/images/pdf/issc_transformative_cornerstones_report.pdf

[3] Voir en particulier Moser, Hackmann et Caillods, chapitre 2, "Global environmental change changes everything: Key messages and recommendations."

[4] Voir par exemple, Lockie, S., Sonnenfeld, D. et Fisher, D. (éds.) (2014) *The Routledge International Handbook of Social and Environmental Change*. Routledge, Londres.

[5] Chapitre 4, "What's the problem? Putting global environmental change into perspective."

[6] Chapitre 53, "Are increasing greenhouse gas emissions inevitable?"

[7] Chapitre 83, "Global governance and sustainable development."

[8] Par exemple, J. David Tàbara (chapitre 11, "A new vision of open knowledge systems for sustainability: Opportunities for social scientists"), Witchuda Srang-iam (chapitre 76, "Social learning and climate change adaptation in Thailand"), et Godwin Odok (chapitre 79, "The need for indigenous knowledge in adaptation to climate change in Nigeria").

[9] http://www.futureearth.info/ et http://www.icsu.org/future-earth/

> Du cuivre, de l'eau et des terres

L'industrie minière à Piedra Alta, Pérou

Sandra Portocarrero, Université nationale de San Marcos, Lima (Pérou)

Au Pérou, des communautés autochtones défilent en signe de protestation : « Halte à l'exploitation minière, halte aux vols, halte à la pollution ! ».

Ces dernières années, l'économie du Pérou a progressé de manière significative, avec des taux élevés de croissance du PIB, un faible niveau d'inflation et d'endettement, et des taux de change stables. D'après le Fond monétaire international, le Pérou est une « étoile montante », un marché émergent remarqué pour sa forte croissance et sa faible vulnérabilité.

Mais à partir de quand et pour quelles raisons les paysans pauvres deviennent-ils politiquement actifs dans un pays qui affiche par ailleurs d'excellents indicateurs macroéconomiques ? Le Pérou recèle actuellement la deuxième plus grande réserve de cuivre du monde, et l'industrie minière joue un rôle prépondérant dans l'économie du pays, le secteur attirant d'importants investissements étrangers. Le taux de croissance réel du PIB du Pérou devrait atteindre 5,3% en 2014, et selon les prévisions, devrait se maintenir à un taux annuel moyen de 5% entre 2014 et 2017. Et pourtant, force est de constater que la principale menace d'un ralentissement de la croissance provient des troubles sociaux en réaction aux projets d'exploitation minière : les retards pris dans la réalisation des projets pourraient entamer la confiance du monde des affaires, ce qui pourrait entraîner à son tour la remise en cause de l'investissement prévu sur les dix prochaines années de 53,4 milliards de dollars dans le secteur minier.

Je travaille depuis six mois comme sociologue dans la deuxième plus grande société minière de cuivre du Pérou. La société, qui est actuellement détenue et dirigée par des Mexicains, se trouve dans la région de Tacna, la plus aride du Pérou, à l'extrême sud du pays, où elle s'est implantée au début des années 60. Je vis dans un camp minier isolé, à deux heures de route de la ville la plus proche, dans un confortable deux-pièces avec climatisation, eau chaude, connexion wifi et télévision par câble. J'ai accès à un club de golf, une piscine chauffée, des courts de tennis, un club de gym et des centres de loisirs. Ceux qui travaillent à l'exploitation de la mine ne sont pas autorisés à utiliser ces équipements, qui sont réservés aux employés privilégiés comme moi-même, qui font partie du personnel administratif.

Je travaille six jours par semaine, environ 12 heures par jour, dans une industrie que beaucoup considèrent comme le meilleur moyen pour sortir le pays de la pauvreté. Mon travail me permet de me rendre dans des zones d'influence directe et indirecte. Les zones d'influence directe sont celles où se situent les activités d'exploitation minière ; l'environnement dans ces zones est directement affecté par les installations et activités minières. Les zones d'influence indirecte sont les zones géographiques qui se trouvent en dehors des sites d'exploitation mais qui subissent les conséquences environnementales de l'activité minière.

>>

Mon travail m'a permis de réaliser que la richesse apportée à l'État et aux administrations locales du pays par les activités minières n'a pas été distribuée de manière égale à tous les acteurs concernés, et notamment aux paysans de la région. L'une des nombreuses questions que je me pose depuis que je travaille sur la mine est de savoir comment les populations pauvres – parfois établies à seulement 80 kilomètres de grands projets d'exploitation minière qui valent plusieurs millions de dollars – réagissent aux changements du paysage qui les entoure. La communauté de Piedra Alta, ainsi que je la dénommerai dans cet article, offre une nouvelle preuve que le déplacement de populations constitue la face cachée du dynamisme économique du Pérou. La pénurie d'eau dans cette région aride de la côte sud du Pérou a conduit des milliers de familles d'agriculteurs à occuper des zones où elles peuvent accéder à l'eau nécessaire à leurs cultures, en occupant le plus souvent les terres de manière illégale. Piedra Alta est l'une de ces communautés.

En 2001, avec l'aide d'activistes et à la suite d'affrontements répétés avec les forces de l'ordre, un ensemble d'environ 600 familles d'agriculteurs ont occupé plus de 4.000 hectares de terres appartenant à l'État, dans l'espoir de pouvoir utiliser l'eau filtrée d'un barrage de retenue des résidus miniers. Les familles de Piedra Alta venaient des régions montagneuses de Tacna et d'arides provinces voisines comme Arequipa, Cusco, Moquegua et Puno.

À l'origine, la plupart des familles ont occupé ces terres uniquement pour les cultiver et venaient les travailler trois fois par mois. Comme il leur fallait jusqu'à cinq jours pour gagner Piedra Alta, et qu'elles ne savaient jamais quand aurait lieu la prochaine descente de police pour les expulser, ces familles ont décidé de s'installer de manière permanente et de rester vivre à Piedra Alta. Quand j'ai interviewé ces paysans, beaucoup parlaient de l'occupation de ces terres comme d'une preuve de leur « esprit d'entreprise », parce qu'ils n'utilisent pas seulement une eau qui sans cela serait déversée dans l'océan, mais aussi parce qu'ils investissent dans des infrastructures. Peu après avoir occupé les terres, ces familles ont organisé et financé la construction d'un canal d'irrigation de près de 10 kilomètres de long, avec un débit qui peut atteindre jusqu'à 1.000 litres d'eau par seconde. Selon le ministère péruvien de la Santé, cette eau est sans danger pour l'irrigation des cultures.

Paradoxalement, les barrages de retenue des résidus miniers constituent souvent pour les sociétés minières la plus lourde des responsabilités en matière environnementale, mais ce barrage est devenu l'unique moyen de survie pour ces paysans. Après avoir testé pendant des années différentes cultures, qui ont toutes échoué en raison des taux élevés de salinité des terres et de l'eau, les habitants de Piedra Alta sont parvenus à maîtriser la culture de l'origan (auquel sont désormais consacrées 70% de ces terres), de la *tara* (une variété autochtone de haricots) et des oliviers.

Cette réussite agricole est allée de pair avec un laborieux processus de légalisation. Étant donné la complexité du cadre juridique, les procédures judiciaires nécessaires pour officialiser l'expropriation des terres ont pris plus de dix ans. Enfin, en octobre 2013, le district de Cerro Colorado, où se trouve Piedra Alta, a officiellement reconnu Piedra Alta comme collectivité locale. Cela signifie que la collectivité peut désormais légalement s'organiser, élire son maire, et percevoir un pourcentage des redevances minières assignées à chaque région.

Pourtant, les défis les plus importants restent à venir. La société minière va bientôt agrandir son usine principale de concentration de minerai, ce qui lui permettra de doubler sa production de cuivre mais en utilisant beaucoup plus d'eau. Le plan pour l'environnement soumis aux autorités gouvernementales du Pérou confirme que la mine n'utilisera pas davantage d'eau douce des bassins fluviaux. Au lieu de cela, l'eau des barrages de retenue des résidus miniers sera recyclée. Si c'est une bonne nouvelle pour les militants écologistes, cela ne l'est pas pour les habitants de Piedra Alta. Que ce passera-t-il lorsque les eaux traitées cesseront de s'écouler parce qu'elles seront réutilisées pour les activités minières ? Bien que Piedra Alta ait désormais un statut officiel, la législation péruvienne ne prévoit aucune responsabilité dès lors qu'il s'agit des droits sur l'eau. Aussi, beaucoup de conflits sociaux en relation avec les activités de l'industrie minière sont directement liés aux questions concernant les ressources en eau. Qui plus est, la corruption à grande échelle des administrations régionales péruviennes, notamment dans cette région, ébranle la confiance des paysans : rien ne leur garantit le droit de vivre et de travailler sur ces terres dans les années à venir. ■

Toute correspondance est à adresser à Sandra Portocarrero
<svnp86@gmail.com>

> Internationalisation et culture de l'audit

Le cas de la sociologie tchèque

Martin Hájek, Université Charles de Prague, République tchèque

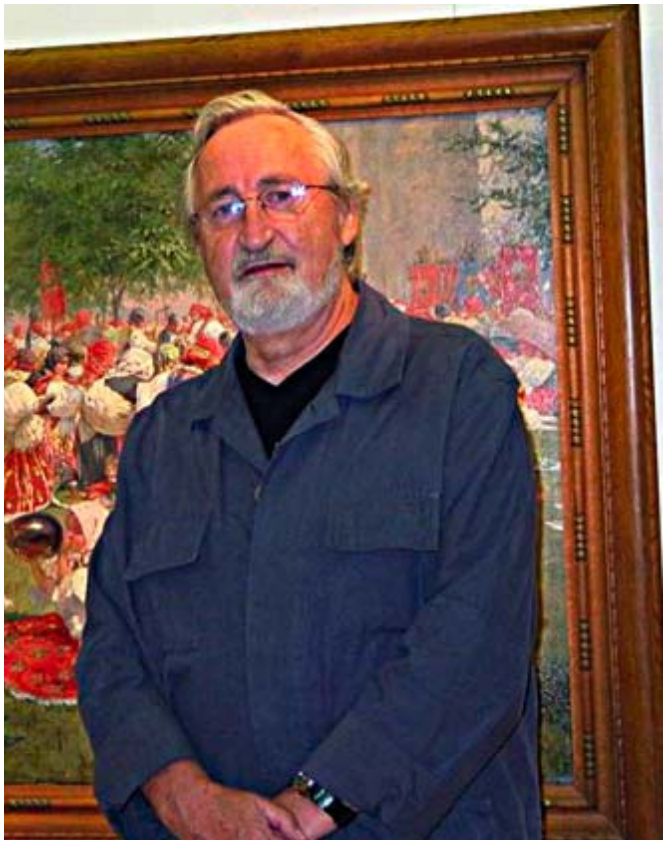
Jiří Musil (1928-2012), spécialiste de sociologie urbaine de renommée internationale, s'exprime devant le portrait de T.G. Masaryk, le premier président de la Tchécoslovaquie.

La culture de l'audit et l'importance accordée à la compétitivité affectent les universités et les organismes scientifiques de nombreux pays, et à cet égard la République tchèque ne fait pas exception. Les incidences sur les carrières universitaires, les disciplines scientifiques et les stratégies de publication ont été maintes fois analysées.[1] En revanche, l'impact de la culture de l'audit sur les petites communautés de sociologues qui utilisent la langue du pays a été moins bien analysé. Ce n'est pas seulement parce qu'elles se situent relativement en marge de la sociologie en général, mais aussi parce que pour elles les conséquences d'un audit ne sont pas toujours évidentes. L'audit peut avoir des effets aussi bien structurants que déstructurants. L'un des effets positifs est d'encourager les chercheurs à intégrer la communauté internationale et à se libérer des limitations du contexte local. Mais l'inconvénient c'est que ces procédures risquent de dévaloriser les communautés scientifiques locales et d'une manière générale la sociologie locale. C'est cette tension qui explique qu'il y ait dans le milieu universitaire aussi bien de fervents partisans de la culture de l'audit que de fervents opposants – y compris en République tchèque.

Dans de petits pays comme la République tchèque, qui compte dix millions d'habitants, les partisans convaincus de l'audit et de la compétitivité ont coutume de dire que seule la communauté internationale peut évaluer de manière impartiale ce qui constitue une production sociologique de qualité et ce qui ne l'est pas. Selon eux, une communauté scientifique locale de seulement une centaine de personnes est nécessairement bornée et risque d'être divisée en cliques en guerre les unes contre les autres et en coalitions de circonstance qui se disputent des ressources limitées. Pour les défenseurs des standards internationaux, de telles conditions rendent difficile une quelconque évaluation de qualité par les spécialistes du pays, car, au lieu d'encourager l'excellence scientifique, ce type d'évaluation ne fait que reproduire les rapports de pouvoir existant au sein de la discipline au niveau local.

À l'inverse, les opposants à l'internationalisation et à la standardisation des critères d'évaluation mettent en avant

>>



Miloslav Petrusek (1936-2012), célèbre sociologue tchèque qui s'est particulièrement intéressé aux problèmes « locaux ».

l'importance du contexte local pour le développement de notre discipline, faisant valoir que la tendance à privilégier la littérature scientifique internationale et les évaluations internationales revient à donner plus d'importance à des questions globales, au détriment des problèmes locaux. Ils assurent que pour qu'un problème local retienne l'attention à l'échelle internationale, sa formulation doit être adaptée pour être comprise au niveau mondial, ce qui implique souvent de changer certaines significations culturelles, quitte à parfois perdre de vue le phénomène dont il était précisément question. Ce qui peut être valable pour les sciences naturelles – qui, à de rares exceptions près, ne portent pas sur des problèmes locaux – ne peut pas être appliqué aux sciences sociales, où les questions locales prédominent (ou du moins, ont prédominé jusqu'à une période récente).

Comme c'est souvent le cas dans les controverses, les deux camps ont raison, et les deux aspects de la question – national et international – devraient être pris en considération pour évaluer sérieusement des travaux de recherche. Dans des communautés scientifiques de taille importante, qui communiquent en utilisant l'une des principales langues internationales, ce modèle est relativement acceptable car les dimensions locale et globale sont dans la pratique suffisamment liées entre elles. Mais dans les petites communautés scientifiques qui utilisent une langue peu répandue, le recours à des solutions internationales standardisées comme critères principaux – voire comme uniques critères – peut compromettre l'usage des langues locales comme moyens de communication. Pourquoi cela ? Parce que les auteurs qui cherchent à enrichir la discipline non seulement au niveau international mais également au niveau local (par exemple en République tchèque) sont obligés d'écrire deux versions de leurs textes – l'une en anglais, l'autre en tchèque. Les textes en tchèque ne sont lus que par des collègues tchèques, et n'ont donc qu'une portée strictement locale. D'un autre côté, pour les textes écrits en anglais, les auteurs doivent adapter leur travail pour un public international, en réduisant généralement la part qui intéresse la communauté des sociologues tchèques. Cela entraîne une écriture sur un mode dual, avec d'une part une sociologie *d'orientation locale*, et d'autre part une sociologie *d'orientation globale*. En dépit des apparences, il ne s'agit pas là simplement d'une question de langue ou de traduction. C'est plus profond que cela, car cela a une incidence sur les sujets de recherche choisis par les scientifiques locaux de même que sur leurs stratégies de publication.

Certains lecteurs ne manqueront pas de hocher de la tête, en pensant qu'il n'y a là rien de nouveau. Je reconnais que cette double voie, nationale et internationale, a toujours existé. Néanmoins, jusqu'à une période récente, cette question n'a concerné qu'une partie de la communauté sociologique – et les sociologues pouvaient, à titre individuel, choisir la voie qu'ils préféraient. Par exemple, Miloslav Petrusek (1936-2012), l'éminent sociologue tchèque récemment décédé, était un représentant typique de la sociologie d'orientation locale. Tout en ayant une connaissance intime de la sociologie internationale (il lisait et parlait plusieurs langues), il écrivait presque exclusivement en tchèque (et quelquefois en polonais ou en russe). Il a eu beaucoup d'influence dans le milieu universitaire tchèque, et dans la mesure où ses écrits ont influé sur la perception publique de la discipline, ils ont aussi influé sur la place de la sociologie dans la société en général. De son côté, Jiří Musil (1928-2012), spécialiste de sociologie urbaine de renommée internationale, a eu plus d'influence sur la communauté internationale que sur la communauté locale – il a d'ailleurs exercé de 1998 à 2001 les fonctions de Président de l'Association européenne de Sociologie[2].

Mais ce qui auparavant était une question de préférence personnelle ou de choix décisif pour l'avenir ne l'est plus aujourd'hui. La culture de l'audit et de la concurrence ne connaît qu'une sorte de sociologie : celle qui est orientée à l'international. Tout ce qui concerne des débats sur des questions locales est considéré comme à priori médiocre. Les représentants de la sociologie d'orientation locale obtiennent rarement de financements pour leurs projets de recherche et n'obtiennent pas certains postes à l'université en raison de leur faible impact international. Ainsi, il n'est pas judicieux pour des sociologues en République tchèque d'écrire des textes intéressants en tchèque. Loin de renforcer leur réputation, un tel choix signifierait que l'auteur a renoncé à toute carrière internationale dans la recherche.

>>

En conséquence, les étudiants tchèques apprennent la sociologie dans des ouvrages internationaux comme celui de Giddens, qui sont centrés sur le mode de fonctionnement de la société au Royaume-Uni et aux États-Unis – ces sociétés servant de modèles pour comprendre toutes les autres situations locales. De nouveaux termes de sociologie sont introduits localement par des traducteurs, et non par des spécialistes dans le domaine. La population locale en vient elle aussi à comprendre la sociologie – et la société d'aujourd'hui – par le biais de traductions d'auteurs internationaux, dont les livres ne traitent que marginalement – ou pas du tout – de la situation locale.

La culture de l'audit et de la concurrence favorise les recherches en sociologie dont l'orientation est globale plutôt que locale. Si l'excellence en matière scientifique est définie en fonction de la reconnaissance par une communauté scientifique internationale, la plupart des spécialistes vont cibler exclusivement les publications en langue anglaise, et c'est exactement ce que font aujourd'hui la plupart des jeunes chercheurs tchèques qui ont de l'ambition : le meilleur de leurs travaux est publié en anglais dans des revues internationales.

Je ne suis pas en train de dire que la sociologie d'orientation locale ou nationale a plus de valeur que la recherche d'orientation globale (ou internationale). Dans de nombreux cas (oserais-je dire dans la plupart des cas ?), les travaux de recherche et les publications d'orientation locale sont d'une qualité moyenne. Néanmoins, elles constituent le moyen pour une communauté scientifique linguistiquement restreinte de rendre compte de la situation locale et de partager leurs idées avec les étudiants et la population. Dans un contexte où les pressions sont fortes pour publier à l'échelle internationale, l'effort de sociologues pour s'investir auprès de la population locale tend à être rabaissé au rang de simple « diffusion de résultats », activité qui n'est pas considérée comme « scientifique ». La sociologie d'orientation globale perpétue l'idée selon laquelle la société globale transcende la société locale, ce qui amène à considérer les phénomènes se produisant au niveau local comme n'étant rien de plus que des exemples illustrant les processus se produisant à l'échelle globale. ■

Toute correspondance est à adresser à Martin Hájek
<hajek@fsv.cuni.cz>

[1] *Cf.* par exemple, J. Holmwood (2010) "Sociology's misfortune: disciplines, interdisciplinarity and the impact of audit culture." *The British Journal of Sociology*, 61(4), 639-658.

[2] Si l'on considère la société tchèque d'un point de vue plus général, les grandes figures scientifiques, artistiques ou politiques du passé étaient elles aussi souvent orientées soit vers le local soit vers l'international. On pense par exemple à deux célèbres compositeurs de musique tchèque, Bedřich Smetana (1824-1884) et Antonín Dvořák (1841-1904), le premier étant particulièrement apprécié dans son pays, et le second dans le monde entier.

> La précarité de la sociologie

vue de Tchéquie

Filip Vostal, Université Charles de Prague, et Académie des Sciences (République tchèque)

La sociologie, un exercice de funambule : Pieds et poings liés mais encore capable d'avancer, même si c'est sur une corde raide.

« Faiblesse, insécurité, instabilité » sont les termes les plus souvent utilisés pour définir la précarité. Ces trois caractéristiques de la précarité pourraient parfaitement être transférées à la sociologie contemporaine. Premièrement, la précarité de la sociologie est liée à la façon dont les grandes *tendances sociétales et technologiques* restructurent la production du savoir sociologique. Deuxièmement, compte tenu des transformations du monde universitaire à l'ère de l'hégémonie néolibérale, la sociologie est de plus en plus une *discipline précaire*. Troisièmement, le terme de précarité peut également s'appliquer à *l'objet d'analyse* de la sociologie : un monde social qui est instable et singulier. Or tandis que ces débats sur les caractéristiques de la discipline se tiennent à l'échelle internationale, les manifestations ou tensions à l'échelle locale et régionale sont souvent négligées. Cet article a donc pour objet d'examiner certaines grandes évolutions mondiales dans le contexte tchèque.

Commençons par la problématique interne à la sociologie. Sans aucun doute, l'un des principaux défis pour la sociologie au XXIe siècle portera sur les nouvelles méthodes de collecte des données, et les réponses de la sociologie aux nouvelles infrastructures informatiques, numériques et logicielles. Les méthodes empiriques traditionnelles (comme l'enquête et l'interview) sont maintenant remises en cause par la capacité des acteurs (souvent privés) à rapidement agréger, trier et analyser de gigantesques séries de données transactionnelles. Les ensembles de données d'une portée et d'une taille sans précédent (mégadonnées ou *big data*), les techniques numériques de collecte de données et de traçage des médias sociaux et les phénomènes d'intensification qui leur sont liés, non seulement mettent en cause les instruments méthodologiques traditionnels mais risquent également d'affecter la théorisation sociologique. Peut-on continuer à considérer « le social » comme une base d'explication valable dans toutes les circonstances ? La théorie doit-elle laisser une place au numérique comme au biologique/humain ? Au religieux comme au profane ? À la dimension tant universelle que singulière/particulière de la vie en société ? Actuellement, la sociologie étudie aussi bien les structures et les divisions sociales relativement stables que les « situations d'exception », les sphères difficiles à saisir et les réseaux en mutation. En même temps qu'aux traditionnelles catégories de classe, genre, nationalité et origine ethnique, la théorie sociale fait désormais place aux urgences, aux accidents, aux risques et aux questions qui touchent l'affect. Traditionnellement, la sociologie implique une distance dans le temps et dans l'espace par rapport à la société étudiée, mais certains courants théoriques contemporains reflètent aussi – et peut-être incarnent et englobent – des évolutions plus générales, y compris totalement nouvelles, de la vie en société au XXIe siècle : volatilité, « désordre » et accélération.

La précarité de la sociologie apparaît parfois sous la forme d'un conflit entre le défi du numérique et les façons de faire locales des sociologues, qui se font selon un rythme et un tempo qui leur sont propres et ignorent la plupart du temps le numérique. Certaines modalités (empiriques et théoriques) résistent au défi numérique, comme par exemple un ancrage local ou régional, qui se caractérise souvent par une particulière dépendance au chemin emprunté (*path-dependence*) et par des histoires

>>

se situant spécifiquement dans le cadre de sociologies nationales. Michael Saward fait observer que les théories dites « lentes » (*slow theories*) impliquent « une prise en considération approfondie et une conscience aiguë des particularismes et des cultures, une réflexion sur des valeurs coutumières bien localisées, et la prise en compte d'une série d'opinions et de jugements », qui intègrent « la production de savoirs *localisés* ». Localisées et dans une certaine mesure « plus lentes » (au sens où elles *nécessitent du temps*), les observations ethnographiques et anthropologiques peuvent être en contradiction avec les impératifs de numérisation et d'accélération. La sociologie tchèque, comme nombre de sociologies locales, restera probablement tiraillée entre d'une part sa « particularité locale » intrinsèque et son évolution conditionnée par l'histoire, et d'autre part les influences intellectuelles étrangères et les progrès à caractère supranational en matière de numérique et d'infrastructures.

Mais peut-être que la précarité la plus préoccupante que doit affronter aujourd'hui la sociologie résulte des conditions externes qui contribuent à sa reproduction. L'idéologie de marché, la marchandisation et la gouvernance d'entreprise compromettent gravement la vie universitaire à travers le monde. Elles sont à l'origine de difficultés considérables (quoique inégalement réparties) pour les universitaires, de plus en plus sujets au stress, au surmenage et autres manifestations d'un malaise psychologique. Partout, on observe des changements au niveau du temps consacré aux travaux universitaires et de recherche – avec ce que cela implique au niveau culturel, structurel et empirique – de même que des pressions sur la pensée critique en sociologie. Le contexte anglo-américain reste un important laboratoire pour étudier l'impact des changements liés au néolibéralisme sur l'organisation du temps dans le monde universitaire, mais l'évolution progressive vers une « usine du savoir » à la gestion accélérée apparaît en fait également dans d'autres parties du monde (notamment dans le milieu universitaire tchèque).

Cependant, lorsque des collègues, du Royaume-Uni par exemple, me parlent de leur situation actuelle – tant au niveau des conditions de travail que du temps et de l'espace qu'ils peuvent consacrer à lire, écrire et faire des recherches –, elle reste à mes yeux différente de celle des universitaires tchèques. En effet, malgré le fait qu'une certaine rhétorique bien connue (excellence, innovations, compétitivité mondiale, économie du savoir) sévit dans les politiques appliquées au milieu universitaire tchèque, notre système reste relativement éloigné de la réalité des campus américains ou britanniques décrite dans des romans comme *Fight for Your Long Day* ou *Crump*. En dépit du modèle ultra-néolibéral adopté par la classe politique tchèque, et des tentatives répétées pour « mettre au pas » les universités tchèques et y appliquer les principes de la marchandisation et de la marchéisation, le milieu universitaire tchèque continue de résister à l'implacable idéologie managériale et entrepreneuriale qui s'est imposée ailleurs dans le monde. Les critiques acerbes du philosophe autrichien Konrad P. Liessmann sur les évolutions actuelles dans le monde universitaire et notamment dans le domaine des sciences humaines, ont trouvé un large écho auprès d'universitaires tchèques et de responsables dans le milieu universitaire. Et quand l'historien Howard Hotson, l'un des principaux critiques des réformes de l'université en Grande-Bretagne, s'est exprimé devant un auditoire tchèque, ses conclusions ont été reprises sans réserve par les représentants des universités tchèques et de l'Académie tchèque des Sciences. L'idéal d'un nouveau type d'université marchandisée et marchéisée pourrait rencontrer des obstacles ici en Europe centrale (du moins pour le moment).

Même s'il y a une résistance locale, il est possible que les tendances néolibérales qui encadrent le monde universitaire à travers le monde reconfigurent les sociologies locales et régionales. Mais ces pressions arrivent précisément à un moment où le monde social du XXIe siècle a acquis un degré de complexité et de fragmentation qui rend nécessaires de nouvelles théories mais aussi des analyses approfondies qui permettent de déterminer comment les cataclysmes de la « modernité capitaliste mondiale » interviennent localement (et à l'inverse, comment les questions locales « se globalisent »). Dans la conjoncture actuelle, nous avons besoin d'une sociologie qui nous permette de décrire, d'expliquer et de *faire* quelque chose au sujet de cette modernité.

Le troisième type de précarité pourrait bien aider la sociologie à relever ce défi. Les questionnements constants sur la réalité sociale restent le préalable incontournable pour réaliser toute enquête interprétative ou « constructive ». Qui plus est, les phénomènes et processus sociaux ainsi que les idéologies, institutions et relations sociales doivent continuellement être dénaturalisés, en tant qu'objets permettant l'analyse et la critique. Le sociologue tchèque Miroslav Petrusek (1936-2012) s'est particulièrement intéressé aux liens qui existent entre littérature, art et sociologie, faisant observer que la littérature peut servir de témoignage spécifique sur la société. La sociologie demeure incontournable en tant qu'entreprise intrinsèquement interdisciplinaire qui s'articule avec les sciences humaines et la littérature ; et, dans le même temps, elle est *également* une « science normale », avec ses paradigmes et ses fondements institutionnels. C'est cette position instable d'entre-deux qui a toujours caractérisé la sociologie comme une discipline unique en son genre qui éclaire les surprises et les énigmes dont est formé l'univers social. ■

Toute correspondance est à adresser à Filip Vostal
<filip.vostal@gmail.com>

> L'équipe arabe de *Dialogue Global*

Mounir Saidani, Université El Manar (Tunisie)

Fin février 2011, Sari Hanafi m'a contacté pour savoir si je pouvais l'aider à trouver des traducteurs pour la version arabe de *Dialogue Global*. Je voyais là l'une des conséquences positives de la révolution en Tunisie, quelques semaines à peine après la chute de Zein Al-Dine Ben Ali. Je me suis cependant demandé si j'avais un niveau d'anglais suffisant pour assurer moi-même la traduction. N'ayant pas réussi à trouver de traducteurs, j'ai décidé de m'en charger moi-même, en m'aidant de la traduction française disponible sur le site web de l'ISA. À partir du numéro suivant, j'ai finalement choisi de traduire directement de l'anglais en arabe, ce que je continue à faire depuis, avec l'aide amicale de Sari. Sur ma page Facebook, j'annonce chaque nouveau numéro afin que les sociologues arabes soient informés de la mise en ligne de *Dialogue global* en arabe. Ce travail de traduction me permet de continuer à améliorer mon anglais et de satisfaire ma soif de connaissances sociologiques en me donnant accès à toute une variété d'articles et de références en provenance du monde entier. Je trouve extrêmement instructif de traduire ces expériences sur le terrain menées partout dans le monde et d'être informé des approches théoriques novatrices ainsi que des recherches les plus récentes en sociologie. Ainsi j'apprends beaucoup de choses en traduisant *Dialogue Global* en arabe. La conférence des Associations nationales de Sociologie organisée à Ankara en 2013 a été une occasion extraordinaire de rencontrer certains des traducteurs de *Dialogue Global* venant d'autres pays. Je suis fier de participer à cette formidable initiative. Cela m'encourage également à publier davantage de mes travaux en anglais – encore un effet positif que je dois à cette publication. ■

Toute correspondance est à adresser à
Mounir Saidani <mounisai@yahoo.fr>
et Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb>

Mounir Saidani est depuis 2012 maître de conférences au sein du département de sociologie de l'Institut supérieur des sciences humaines (ISSHT) de l'Université de Tunis-El Manar, en Tunisie. Entre 2000 et 2012, il a enseigné la sociologie à l'université de Sfax (Tunisie), et avant cela, a enseigné pendant 18 ans le français dans le secondaire. Ses principaux sujets de recherche concernent la sociologie de la culture, des arts et de la connaissance étudiée sous l'angle du changement social, et il a écrit sept livres en arabe sur ces questions. En tant que membre du Laboratoire pluridisciplinaire de l'ISSHT, il fait des recherches sur l'instruction, la modernité et la diversité culturelle.

Sari Hanafi est actuellement professeur de sociologie à l'Université américaine de Beyrouth et rédacteur en chef de la revue en arabe *Idafat: the Arab Journal of Sociology*. Au Congrès mondial de Sociologie de l'ISA de 2014 qui s'est tenu cet été à Yokohama, il a été élu Vice-Président de l'ISA pour les Associations nationales. Il est également membre du Conseil arabe des Sciences sociales. Il est l'auteur de nombreux articles et a participé à plusieurs ouvrages sur la diaspora et les réfugiés palestiniens, la sociologie des migrations, les aspects politiques de la recherche scientifique, la société civile, la formation des élites et la justice transitionnelle. Parmi ses publications récentes, on peut signaler *UNRWA and Palestinian Refugees: From Relief and Works to Human Development* (dir. en collaboration avec L. Takkenberg et L. Hilal, 2014) et *The Power of Inclusive Exclusion: Anatomy of Israeli Rule in The Occupied Palestinian Territories* (dir., en collaboration avec A. Ophir et M. Givoni, 2009, en anglais et arabe). Son prochain ouvrage à paraître est *Arab Research and Knowledge Society: The Impossible Promise* (avec Rigas Arvanitis).